

CABINET AGENDA

17 Bis Route du Bois du Four

17870 BREUIL MAGNE

Tel : 05.46.99.43.89 - Fax : 05.46.99.43.89

Port : 06.13.47.10.75 – agenda.eric.monneraye@orange.fr

DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE

Articles L 271-4 à 6 – R 271-1 à 5 du Code de la Construction et de l'Habitation

AMIANTE

Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti

TERMITES

Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment

PLOMB

Constat de Risque d'Exposition au Plomb (C.R.E.P.)

**PERFORMANCE
ENERGETIQUE**

Diagnostic de Performance Energétique (D.P.E.)

ERNMT

Etat des Risques Naturels, Miniers et Technologiques

ELECTRICITE

Etat de l'installation intérieure d'électricité



**19 rue de La Somme
17430 TONNAY CHARENTE**

Donneur d'ordre :
**MAIRIE DE TONNAY CHARENTE
17430 TONNAY CHARENTE**

Destinataire(s) de ce rapport :
MAIRIE DE TONNAY CHARENTE (Propriétaire)

www.agendadiagnostics.fr

Amiante – Métrage – Plomb – Termites – États des lieux – Constats Robien – Gaz – Logement décent
Normes de surfaces et d'habitabilité – Dossier technique Amiante

Siret 448 874 008 00049
Assurance RCP délivrée par ALLIANZ (Gras Savoye) Garantie 3.000.000 € (20MF)
CERTIFICATION QUALIXPERT Certificat N° C 185



Sommaire

Note de synthèse de nos conclusions	3
Identification du bien expertisé	4
Désignation de l'immeuble	4
Désignation du propriétaire	4
Réalisation de la mission	4
Constat de repérage amiante établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti	5
Cadre de la mission	5
Conclusion	5
Locaux ou parties de locaux non visités	5
Composants ou parties de composants qui n'ont pu être inspectés	5
Conditions de réalisation du repérage	5
Résultats détaillés du repérage	6
Annexe : Plans et croquis	10
État relatif à la présence de termites dans le bâtiment	11
Cadre de la mission	11
Conclusion	11
Identification des bâtiments et des parties de bâtiments visités et des éléments infestés ou ayant été infestés par les termites et ceux qui ne le sont pas	11
Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être visités	13
Moyens d'investigation utilisés	13
Constataions diverses	13
Constat de risque d'exposition au plomb	14
Cadre de la mission	14
Conclusion	14
Locaux ou parties de locaux non visités	15
Constataions diverses	15
Résultats des mesures	16
Plans et croquis	25
Notice d'information Plomb	26
Etat de l'installation intérieure d'électricité	27
Limites du domaine d'application du diagnostic	27
Synthèse de l'état de l'installation intérieure d'électricité	27
Anomalies identifiées	28
Informations complémentaires	28
Constataions diverses	29
Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification	29
Objectif des dispositions et description des risques encourus	29
Caractéristiques de l'installation	31
Diagnostic de performance énergétique	32
Objectif du diagnostic de performance énergétique	32
Diagnostic de performance énergétique	33
Annexes	37
Etat des Risques Naturels, Miniers et Technologiques	38
Annexe : Attestations d'assurance et certifications	49

Propriétaire :	MAIRIE DE TONNAY CHARENTE	Ordre de mission du :	07/04/2016
Demeurant :		Date(s) d'intervention :	07/04/2016
	17430 TONNAY CHARENTE	Dossier :	2016-03-034
Adresse du lot :	19 rue de La Somme	Intervenant(s) :	Eric MONNERAYE
	17430 TONNAY CHARENTE	Etage :	Sans objet
		Section cadastrale :	Non communiquée
		N° de parcelle :	Non communiquée
		N° de lot(s) :	Sans objet

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation des diagnostics.

• CONSTAT DE REPERAGE AMIANTE ETABLI A L'OCCASION DE LA VENTE D'UN IMMEUBLE BATI

Articles L1334-12-1 à L1334-16, R1334-20, R1334-21, R1334-23 à R1334-29-3 et R1334-29-7 du Code de la Santé Publique - Arrêtés du 12/12/2012

Eric MONNERAYE, Diagnostiqueur AGENDA, atteste que pour les éléments et pièces inspectés du bien immobilier objet du présent constat :

Il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante, conformément aux listes A et B figurant à l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique et à notre mission telle que ci-dessus définie.

• ETAT RELATIF A LA PRESENCE DE TERMITES DANS LE BATIMENT

Articles L133-1 à L133-6 et R133-1 à R133-8 du Code de la Construction et de l'Habitation - Arrêté du 29/03/2007 - Norme NF P 03-201 - Arrêté préfectoral en vigueur

Eric MONNERAYE, Diagnostiqueur AGENDA, atteste que pour les éléments et pièces inspectés du bien immobilier objet du présent constat :

Il n'a pas été repéré d'indices d'infestation de termites.

• CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

Articles L1334-5 à L1334-13 et R1334-10 à R1334-12 du Code de la Santé Publique - Arrêté du 19/08/2011 - Norme NF X 46-030

Eric MONNERAYE, Diagnostiqueur AGENDA, après analyse des unités de diagnostic des parties privatives du bien immobilier objet du présent constat de risque d'exposition au plomb, atteste :

L'existence de risque immédiat d'exposition au plomb.

Unité(s) de diagnostic de classe 3 : En application de l'article L1334-9 du Code de la Santé Publique, le propriétaire du bien, objet de ce constat, doit effectuer les travaux appropriés pour supprimer l'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. Il doit également transmettre une copie complète du constat, annexes comprises, aux occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée et à toute personne amenée à effectuer des travaux dans cet immeuble ou la partie d'immeuble concernée.

Unité(s) de diagnostic de classe 1 et 2 : Le propriétaire doit veiller à l'entretien des revêtements recouvrant les unités de diagnostic de classe 1 et 2, afin d'éviter leur dégradation future.

• ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE

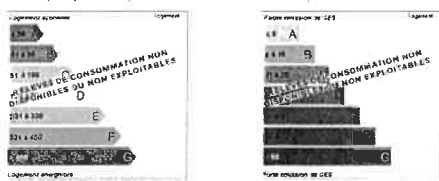
Articles L134-7 et R134-10 à R134-13 du Code de la Construction et de l'Habitation - Arrêté du 08/07/2008 modifié - Fascicule de documentation FD C 16-600

Eric MONNERAYE, Diagnostiqueur AGENDA, après diagnostic de l'état de l'installation intérieure d'électricité, atteste que :

L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.

• DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE N° ADEME : 1617V2000718R

Articles L134-1 à L134-5, R134-1 à R134-5-6, R111-20 et R111-20-6 du Code de la Construction et de l'Habitation - Arrêtés du 15/09/2006 (vente), du 03/05/2007 (location), du 09/11/2006 et du 06/05/2008 (méthode conventionnelle), du 21/09/2007 (bâtiments neufs), du 07/12/2007 (bâtiments publics), du 18/04/2012 (centres commerciaux), du 24/12/2012 (transmission à l'ADEME)



• ETAT DES RISQUES NATURELS, MINIERS ET TECHNOLOGIQUES

Articles L125-5 et R125-26 du Code de l'Environnement

- Situation de l'immeuble : situé dans une zone de sismicité
- Les risques pris en compte sont : Séisme - Sismicité Zone 3 (modérée)

www.agendadiagnostics.fr

Amiante - Métrage - Plomb - Termites - États des lieux - Constats Robien - Gaz - Logement décent
Normes de surfaces et d'habitabilité - Dossier technique Amiante

Siret 448 874 008 00049
Assurance RCP délivrée par ALLIANZ (Gras Savoye) Garantie 3.000.000 € (20MF)
CERTIFICATION QUALIXPERT Certificat N° C 185



Identification du bien expertisé

Dossier de Diagnostic Technique

En cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un dossier de diagnostic technique, fourni par le vendeur, est annexé à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente.

Le dossier de diagnostic technique comprend les documents suivants :

1. Le constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L1334-5 et L1334-6 du Code de la Santé Publique ;
2. L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L1334-13 du même code ;
3. L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment prévu à l'article L133-6 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
4. L'état de l'installation intérieure de gaz naturel prévu à l'article L134-6 du même code ;
5. Dans les zones mentionnées au I de l'article L125-5 du Code de l'Environnement, l'état des risques naturels et technologiques prévu au deuxième alinéa du I du même article ;
6. Le diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L134-1 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
7. L'état de l'installation intérieure d'électricité prévue à l'article L134-7 du même code ;
8. Le document établi à l'issue du contrôle des installations d'assainissement non collectif mentionné à l'article L1331-11-1 du Code de la Santé Publique.

En l'absence, lors de la signature de l'acte authentique de vente, d'un des documents mentionnés aux 1°, 2°, 3°, 4°, 7° et 8° ci-dessus en cours de validité, le vendeur ne peut pas s'exonérer de la garantie des vices cachés correspondante.

Dossier : 2016-03-034
Expertise(s) réalisée(s) le(s) : 07/04/2016
Destinataires : MAIRIE DE TONNAY CHARENTE (Propriétaire)
Commentaires : Néant

DESIGNATION DE L'IMMEUBLE

19 rue de La Somme

17430 TONNAY CHARENTE

Etage :	Sans objet
Section cadastrale :	Non communiquée
N° parcelle :	Non communiqué
N° lot :	Sans objet
N° porte :	Sans objet
N° cave :	Sans objet
N° grenier :	Sans objet
N° garage :	Sans objet
N° parking :	Sans objet
Etendue de la prestation :	Parties Privatives
Nature de l'immeuble :	Immeuble Bâti
Date du permis de construire :	Antérieur à 1949
Destination des locaux :	Habitation (maison individuelle) - VENTE
Document(s) fourni(s) :	Aucun



Description de l'immeuble

Maison T8

DESIGNATION DU PROPRIETAIRE

MAIRIE DE TONNAY CHARENTE

17430 TONNAY CHARENTE

Demandeur : PROPRIETAIRE

Sur déclaration de l'intéressé.

REALISATION DE LA MISSION

Laboratoire(s) d'analyse amiante

EUROFINS LEM 20, rue du Kochersberg CS 50047 67701 SAVERNE CEDEX 1

Opérateur(s) de diagnostic

> Eric MONNERAYE : Certification n°QUALIXPERT C185 / Formation à la prévention des risques liés à l'amiante conformément à l'arrêté du 23 février 2012 / DPE avec mention

Attestation d'assurance

Le Cabinet Agenda est assuré en responsabilité civile professionnelle pour les activités, objet du présent rapport, auprès des Assurances ALLIANZ (Gras Savoye) au titre du contrat n° 49 366 477 à hauteur de 3.000.000 €.

Validité : du 01/01/2016 au 31/12/2016

Le présent rapport est établi par une (des) personne(s) dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné à côté du nom de l'opérateur de diagnostic concerné.

L'attestation requise par l'article R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

CADRE DE LA MISSION

Ce repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante incorporés dans l'immeuble bâti et susceptibles de libérer des fibres d'amiante en cas d'agression mécanique résultant de l'usage des locaux (chocs et frottements) ou générée à l'occasion d'opérations d'entretien et de maintenance. Il est basé sur les listes A et B de matériaux et produits mentionnés à l'Annexe 13-9 du Code de la Santé Publique et ne concerne pas les équipements et matériels (chaudières, par exemple). Ce repérage visuel et non destructif ne peut se substituer à un repérage avant réalisation de travaux ou avant démolition.

Il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant. Ce repérage visuel et non destructif ne peut se substituer à un repérage avant réalisation de travaux ou avant démolition.

CONCLUSION

Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

Notre intervention a été réalisée conformément à l'ordre de mission du 07 avril 2016

Dossier n° : 2016-03-034

Date(s) de l'intervention : 07/04/2016


Opérateur(s) de repérage : Eric MONNERAYE – Certification n°QUALIXPERT C185 / Formation à la prévention des risques liés à l'amiante conformément à l'arrêté du 23 février 2012

Le repérage a été réalisé en présence de : Pas d'accompagnateur

Fait à BREUIL MAGNE, le 07 avril 2016, en deux (2) exemplaires originaux

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

Eric MONNERAYE



LOCAUX OU PARTIES DE LOCAUX NON VISITES

Néant.

COMPOSANTS OU PARTIES DE COMPOSANTS QUI N'ONT PU ETRE INSPECTES

Néant.

CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

Programme de repérage

Annexe 13-9 du Code de la Santé Publique : Liste A	
Composant à sonder ou à vérifier	
Flocages	
Calorifugeages	
Faux plafonds	
Annexe 13-9 du Code de la Santé Publique : Liste B	
Composant de la construction	Partie du composant
1. Parois verticales intérieures	

www.agendadiagnostics.fr

Amiante – Métrage – Plomb – Termites – États des lieux – Constats Robien – Gaz – Logement décent
Normes de surfaces et d'habitabilité – Dossier technique Amiante

Siret 448 874 008 00049
Assurance RCP délivrée par ALLIANZ (Gras Savoye) Garantie 3 000 000 € (20MF)
CERTIFICATION QUALIXPERT Certificat N° C 185



Annexe 13-9 du Code de la Santé Publique : Liste B	
Composant de la construction	Partie du composant
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs)	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu
Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres	Enduits projetés, panneaux de cloisons
2. Planchers et plafonds	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés
Planchers	Dalles de sol
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...)	Conduits, enveloppes de calorifuges
Clapets/volets coupe-feu	Clapets, volets, rebouchage
Portes coupe-feu	Joints (tresses, bandes)
Vide-ordures	Conduits
4. Éléments extérieurs	
Toitures	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux
Bardages et façades légères	Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment)
Conduits en toiture et façade	Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée

Mode opératoire Nous tenons à votre disposition notre mode opératoire pour les missions de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Conditions d'inaccessibilité Les éléments cachés (plafonds, murs, sols, ...) par du mobilier, des revêtements de décoration de type synthétique, panneaux, matériaux isolants, cloisons ou tous autres matériaux pouvant masquer des matériaux ou produits contenant de l'amiante, ne peuvent être examinés par manque d'accessibilité. Les parties d'ouvrage, éléments en amiante inclus dans la structure du bâtiment ainsi que les éléments coffrés ne peuvent être contrôlés, notre mission n'autorisant pas de démontage ou de destruction. Les prélèvements nécessaires au repérage et entraînant une dégradation des matériaux sont réalisés sous la responsabilité du maître d'ouvrage. Les prélèvements concernant les matériaux ayant une fonction de sécurité (éléments coupe-feu, clapets, joints, ...) ne sont réalisés que s'ils n'entraînent aucune modification de l'efficacité de leur fonction de sécurité.

Constatations diverses Néant

RESULTATS DETAILES DU REPERAGE Légende des colonnes des tableaux de matériaux et produits repérés

Colonne	Abréviation	Commentaire
Élément de construction		<i>Désignation</i> (cf. 'Locaux visités') : description courante de l'élément de construction <i>Composant / Partie du composant</i> (cf. 'Matériaux ou produits ...') : description selon le programme de repérage réglementaire (cf. 'Conditions de réalisation du repérage') <i>N°</i> : numéro de l'élément de construction permettant de faire le lien entre sa description courante et sa description réglementaire
Paroi	A, B, ..., Z	Murs : le mur A est le mur d'entrée dans la pièce, les lettres suivantes sont affectées aux autres murs en fonction du sens des aiguilles d'une montre
	SO	Sol
	PL	Plafond
Décision / Prélèvement	ZH	Zone homogène : partie d'un immeuble bâti présentant des similitudes sur le type de matériau ou produit, la présence d'une protection, l'état de dégradation, l'exposition à la circulation d'air et aux chocs et vibrations, l'usage des locaux
Prélèvement		Les matériaux et produits dont la référence de prélèvement est identique sont de même nature et possèdent les mêmes caractéristiques techniques : quand 'Prélèvement'/'Nombre' = 0, c'est qu'un sondage a été réalisé pour s'assurer de ces similitudes
Justification		Indication des éléments qui ont permis de conclure à la présence d'amiante
État de conservation	1, 2 ou 3	Classification des flocages, calorifugeages et faux plafonds (arrêté du 12/12/2012) : le cas échéant, voir en annexe les grilles d'évaluation
	EP, AC1 ou AC2	Classification des autres matériaux et produits (arrêté du 12/12/2012)
Préconisation Recommandations de gestion	EP	Évaluation périodique (arrêté du 12/12/2012)
	AC1	Action corrective de 1 ^{er} niveau (arrêté du 12/12/2012)
	AC2	Action corrective de 2 nd niveau (arrêté du 12/12/2012)

Colonne	Abréviation	Commentaire
Obligations réglementaires	EVP	Évaluation périodique dans un délai maximal de trois ans (article R1334-27 du Code de la Santé Publique)
	SNE	Surveillance du niveau d'empoussièrement dans l'air (article R1334-27 du Code de la Santé Publique)
	TCR	Travaux de confinement ou de retrait dans un délai maximal de trois ans (article R1334-27 du Code de la Santé Publique)

Locaux visités

Les (éventuelles) lignes d'éléments de construction en gras sur fond gris correspondent à des matériaux ou produits contenant de l'amiante, dont on trouvera le détail dans les rubriques suivantes.

Local	Élément de construction	
	N°	Désignation
Couloir	2	Plafond Panneaux isolant
	3	Mur Crépi (B)
	4	Mur Crépi (D)
	5	Plancher Carrelage
Cage escalier	32	Mur Crépi
Chambre 1	10	Plafond Placoplâtre Peinture
	11	Mur Placoplâtre Toile de verre (A)
	12	Mur Placoplâtre Toile de verre (B)
	13	Mur Placoplâtre Toile de verre (C)
	14	Mur Placoplâtre Toile de verre (D)
Salle d'eau	16	Plancher Carrelage
	20	Plafond Placoplâtre Peinture
	21	Mur Placoplâtre Peinture (A)
	22	Mur Placoplâtre Peinture (B)
	23	Mur Placoplâtre Peinture (C)
	24	Mur Placoplâtre Peinture (D)
Abri de jardin	26	Plancher Carrelage
	28	Plafond Hourdis béton
	29	Mur Parpaing
	30	Plancher Béton
Cave	36	Plafond Pierres
	37	Mur Pierres
	38	Plancher Terre battue
Couloir 2	40	Plafond Placoplâtre Peinture
	41	Mur Placoplâtre Toile de verre (A)
	42	Mur Placoplâtre Toile de verre (B)
	43	Mur Placoplâtre Toile de verre (C)
	44	Mur Placoplâtre Toile de verre (D)
Chambre 2	46	Plancher Revêtement plastique
	48	Plafond Placoplâtre Peinture
	49	Mur Placoplâtre Toile de verre (A)
	50	Mur Placoplâtre Toile de verre (B)
	51	Mur Placoplâtre Toile de verre (C)
	52	Mur Placoplâtre Toile de verre (D)
Salle d'eau 2	54	Plancher Revêtement plastique
	59	Plafond Placoplâtre Peinture
	60	Mur Placoplâtre Toile de verre (A)
	61	Mur Placoplâtre Toile de verre (B)
	62	Mur Placoplâtre Toile de verre (C)
	63	Mur Placoplâtre Toile de verre (D)
WC	65	Plancher Revêtement plastique
	69	Plafond Placoplâtre Peinture
	70	Mur Placoplâtre Peinture (A)
	71	Mur Placoplâtre Peinture (B)
	72	Mur Placoplâtre Peinture (C)
	73	Mur Placoplâtre Peinture (D)
	75	Plancher Revêtement plastique

Local	Élément de construction	
	N°	Désignation
Chambre 3	77	Plafond Placoplâtre Peinture
	78	Mur Placoplâtre Toile de verre (A)
	79	Mur Placoplâtre Toile de verre (B)
	80	Mur Placoplâtre Toile de verre (C)
	81	Mur Placoplâtre Toile de verre (D)
	83	Plancher Revêtement plastique
WC 2	86	Plafond Placoplâtre Peinture
	87	Mur Placoplâtre Peinture (A)
	88	Mur Placoplâtre Peinture (B)
	89	Mur Placoplâtre Peinture (C)
	90	Mur Placoplâtre Peinture (D)
	92	Plancher Revêtement plastique
Séjour	94	Plafond Placoplâtre Peinture
	95	Mur Placoplâtre Toile de verre (A)
	96	Mur Placoplâtre Toile de verre (B)
	97	Mur Placoplâtre Toile de verre (C)
	98	Mur Placoplâtre Toile de verre (D)
	100	Plancher Revêtement plastique
Buanderie	103	Plafond Placoplâtre Peinture
	104	Mur Placoplâtre Peinture (A)
	105	Mur Placoplâtre Peinture (B)
	106	Mur Placoplâtre Peinture (C)
	107	Mur Placoplâtre Peinture (D)
	109	Plancher Carrelage
Cuisine	111	Plafond Placoplâtre Peinture
	112	Mur Placoplâtre Toile de verre (A)
	113	Mur Placoplâtre Toile de verre (B)
	114	Mur Placoplâtre Toile de verre (C)
	115	Mur Placoplâtre Toile de verre (D)
	117	Plancher Carrelage
Couloir 3	120	Plafond Placoplâtre Peinture
	121	Mur Placoplâtre Toile de verre (A)
	122	Mur Placoplâtre Toile de verre (B)
	123	Mur Placoplâtre Toile de verre (C)
	124	Mur Placoplâtre Toile de verre (D)
	126	Plancher Revêtement plastique
Chambre 4	128	Plafond Placoplâtre Peinture
	129	Mur Placoplâtre Toile de verre (A)
	130	Mur Placoplâtre Toile de verre (B)
	131	Mur Placoplâtre Toile de verre (C)
	132	Mur Placoplâtre Toile de verre (D)
	134	Plancher Revêtement plastique
Salle d'eau 3	140	Plafond Placoplâtre Peinture
	141	Mur Placoplâtre Toile de verre (A)
	142	Mur Placoplâtre Toile de verre (B)
	143	Mur Placoplâtre Toile de verre (C)
	144	Mur Placoplâtre Toile de verre (D)
	146	Plancher Carrelage
WC 3	151	Plafond Placoplâtre Peinture
	152	Mur Placoplâtre Peinture (A)
	153	Mur Placoplâtre Peinture (B)
	154	Mur Placoplâtre Peinture (C)
	155	Mur Placoplâtre Peinture (D)
	157	Plancher Revêtement plastique
Chambre 5	159	Plafond Placoplâtre Peinture
	160	Mur Placoplâtre Toile de verre (A)
	161	Mur Placoplâtre Toile de verre (B)

Local	Élément de construction	
	N°	Désignation
	162	Mur Placoplâtre Toile de verre (C)
	163	Mur Placoplâtre Toile de verre (D)
	165	Plancher Revêtement plastique
Salle de bains	170	Plafond Placoplâtre Peinture
	171	Mur Placoplâtre Toile de verre (A)
	172	Mur Placoplâtre Toile de verre (B)
	173	Mur Placoplâtre Toile de verre (C)
	174	Mur Placoplâtre Toile de verre (D)
	176	Plancher Revêtement plastique
Chambre 6	178	Plafond Placoplâtre Peinture
	179	Mur Placoplâtre Toile de verre (A)
	180	Mur Placoplâtre Toile de verre (B)
	181	Mur Placoplâtre Toile de verre (C)
	182	Mur Placoplâtre Toile de verre (D)
	184	Plancher Revêtement plastique
Chambre 7	189	Plafond Placoplâtre Peinture
	190	Mur Placoplâtre Toile de verre (A)
	191	Mur Placoplâtre Toile de verre (B)
	192	Mur Placoplâtre Toile de verre (C)
	193	Mur Placoplâtre Toile de verre (D)
	195	Plancher Revêtement plastique
Extérieur	200	Couverture Tuiles
	201	Façade Pierres
	202	Descente eaux pluviales Métal

Matériaux ou produits contenant de l'amiante, sur décision de l'opérateur Néant.

Matériaux ou produits contenant de l'amiante, après analyse Néant.

Matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante, sur décision de l'opérateur Néant.

Matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante, après analyse Néant.

Notice d'information

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires), et d'autres pathologies non cancéreuses (épandements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes, renseignez-vous auprès de votre mairie ou votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME directement accessible sur le site Internet www.sinoe.org.

Rapports précédemment réalisés

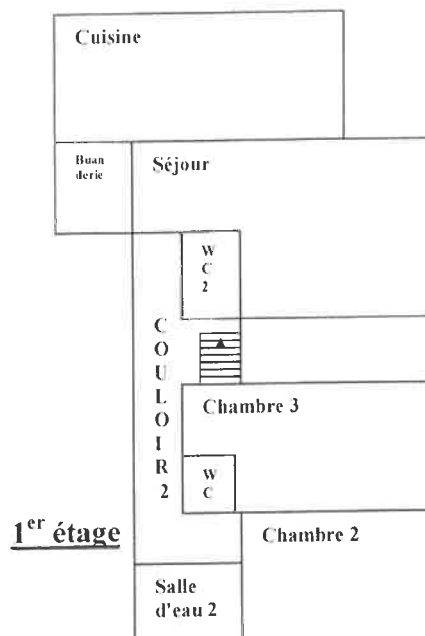
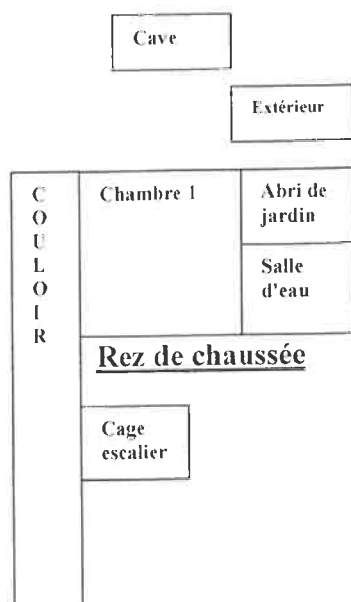
Néant.

ANNEXES

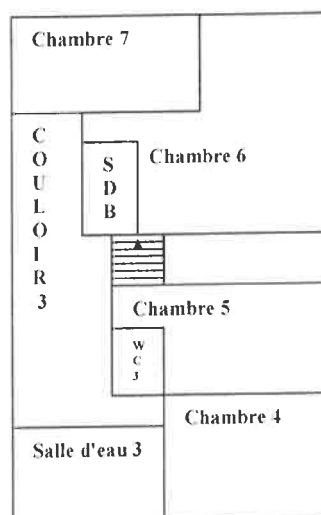
Plans et croquis

PLANCHE DE REPERAGE USUEL				Adresse de l'immeuble:	19 rue de La Somme 17430 TONNAY CHARENTE
N° dossier:	2016-03-034				
N° planche:	1/1	Version:	1	Type:	Croquis
Origine du plan:	Cabinet de diagnostic			Bâtiment - Niveau:	Niveau inspecté

Document sans échelle remis à titre indicatif



2^{ème} étage



Légende			
⊙	Sondage	1	Zone amiantée
⊗	Prélèvement	1	Élément amianté

Chaque pictogramme est accompagné d'un identifiant qui correspond :

- Au numéro de l'élément de construction, pour les sondages ainsi que pour les zones et les éléments amiantés ;
- À la référence du prélèvement, pour les prélèvements

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

CADRE DE LA MISSION

Cet état relatif à la présence de termites a pour objectif de rechercher, au moment de l'intervention, des traces visibles d'infestations ou altérations provoquées par des termites, de les repérer et de dresser le présent constat, résultat d'un examen visuel de l'ensemble des parties visibles et accessibles susceptibles d'être démontées sans outils, ainsi que de sondages non destructifs des bois (sauf parties déjà altérées ou dégradées) au moyen d'un poinçon.

Les éléments cachés (plafonds, murs, sols) par du mobilier, des revêtements de décoration de type moquette, PVC, lambris, panneaux bois, isolation, cloison ou tout autre matériau pouvant masquer un élément bois, ne peuvent être examinés par manque d'accessibilité. Les parties d'ouvrage et éléments en bois inclus dans la structure du bâtiment, les éléments coffrés ou les sous-faces de planchers ne peuvent être contrôlés, notre mission n'autorisant pas de démontage ni de destruction.

L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux, même s'il y a eu bûchage (enlèvement de matière, afin de vérifier jusqu'où s'est répandue l'attaque). Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission.

CONCLUSION

Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, il n'a pas été repéré d'indices d'infestation de termites.

Notre intervention a été réalisée conformément à l'ordre de mission du 07 avril 2016

Dossier n° : 2016-03-034

Date(s) de l'intervention : 07/04/2016 (temps passé sur site : 06h00)


Opérateur(s) de diagnostic : Eric MONNERAYE - Certification n°QUALIXPERT C185

Durée de validité : Six mois, jusqu'au 06/10/2016

Le repérage a été réalisé en présence de : Pas d'accompagnateur

Fait à BREUIL MAGNE, le 07 avril 2016, en deux (2) exemplaires originaux

Eric MONNERAYE



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET DES PARTIES DE BATIMENTS VISITES ET DES ELEMENTS INFESTES OU AYANT ETE INFESTES PAR LES TERMITES ET CEUX QUI NE LE SONT PAS

Légende des colonnes des tableaux de repérage

Colonne	Abréviation	Commentaire
Parties de bâtiment visitées	HR	Taux d'humidité relative du local
	TA	Température ambiante du local
Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés	A, B, ..., Z	Murs : le mur A est le mur d'entrée dans la pièce, les lettres suivantes sont affectées aux autres murs en fonction du sens des aiguilles d'une montre
Résultat du diagnostic d'infestation	Absence d'indice	Absence d'indice d'infestation de termites

www.agendadiagnostics.fr

Amiante - Métrage - Plomb - Termites - États des lieux - Constats Robien - Gaz - Logement décent
Normes de surfaces et d'habitabilité - Dossier technique Amiante

Siret 448 874 008 00049

Assurance RCP délivrée par ALLIANZ (Gras Savoye) Garantie 3 000 000 € (20MF)
CERTIFICATION QUALIXPERT Certificat N° C 185



Niveau inspecté

Parties de bâtiment visitées	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés	Résultat du diagnostic d'infestation
Couloir	Mur Crépi (Murs B+D), Plafond Panneaux isolant, Plancher Carrelage, Porte Bois Peinture (Mur C), Porte Métal (Mur A)	Absence d'indice
Cage escalier	Dessous d'escalier Plâtre Peinture, Escalier Pierres, Mur Crépi, Rampe escalier barreaux Métal Peinture, châssis fixes Métal Peinture	Absence d'indice
Chambre 1	Fenêtre Bois Peinture, Mur Placoplâtre Toile de verre (Murs A+B+C+D), Plafond Placoplâtre Peinture, Plancher Carrelage, Plinthe(s) Bois Peinture, Porte Bois Peinture, Volet(s) Bois Peinture	Absence d'indice
Salle d'eau	Mur Placoplâtre Peinture (Murs A+B+C+D), Plafond Placoplâtre Peinture, Plancher Carrelage, Plinthe(s) Faïence, Porte Bois Peinture	Absence d'indice
Abri de jardin	Mur Parpaing, Plafond Hourdis béton, Plancher Béton, Porte Bois Peinture	Absence d'indice
Cave	Mur Pierres, Plafond Pierres, Plancher Terre battue	Absence d'indice
Couloir 2	Mur Placoplâtre Toile de verre (Murs A+B+C+D), Plafond Placoplâtre Peinture, Plancher Revêtement plastique, Plinthe(s) Bois Peinture	Absence d'indice
Chambre 2	Fenêtre Pvc, Mur Placoplâtre Toile de verre (Murs A+B+C+D), Plafond Placoplâtre Peinture, Plancher Revêtement plastique, Plinthe(s) Bois Peinture, Porte Bois Peinture, Volet(s) droite Bois Peinture (Mur D), Volet(s) gauche Bois Peinture (Mur D)	Absence d'indice
Salle d'eau 2	Fenêtre Pvc, Mur Placoplâtre Toile de verre (Murs A+B+C+D), Plafond Placoplâtre Peinture, Plancher Revêtement plastique, Plinthe(s) Bois Peinture, Porte Bois Peinture, Volet(s) Bois Peinture (Mur D)	Absence d'indice
WC	Mur Placoplâtre Peinture (Murs A+B+C+D), Plafond Placoplâtre Peinture, Plancher Revêtement plastique, Plinthe(s) Bois Peinture, Porte Bois Peinture	Absence d'indice
Chambre 3	Fenêtre Pvc, Mur Placoplâtre Toile de verre (Murs A+B+C+D), Plafond Placoplâtre Peinture, Plancher Revêtement plastique, Plinthe(s) Bois Peinture, Porte Bois Peinture	Absence d'indice
WC 2	Mur Placoplâtre Peinture (Murs A+B+C+D), Plafond Placoplâtre Peinture, Plancher Revêtement plastique, Plinthe(s) Bois Peinture, Porte Bois Peinture	Absence d'indice
Séjour	Fenêtre Pvc, Mur Placoplâtre Toile de verre (Murs A+B+C+D), Plafond Placoplâtre Peinture, Plancher Revêtement plastique, Plinthe(s) Bois Peinture, Porte Bois Peinture	Absence d'indice
Buanderie	Mur Placoplâtre Peinture (Murs A+B+C+D), Plafond Placoplâtre Peinture, Plancher Carrelage, Plinthe(s) Bois Peinture	Absence d'indice
Cuisine	Fenêtre Pvc, Mur Placoplâtre Toile de verre (Murs A+B+C+D), Plafond Placoplâtre Peinture, Plancher Carrelage, Plinthe(s) Bois Peinture, Porte Pvc	Absence d'indice
Couloir 3	Mur Placoplâtre Toile de verre (Murs A+B+C+D), Panne Bois, Plafond Placoplâtre Peinture, Plancher Revêtement plastique, Plinthe(s) Bois Peinture	Absence d'indice
Chambre 4	Fenêtre Pvc, Mur Placoplâtre Toile de verre (Murs A+B+C+D), Panne Bois, Plafond Placoplâtre Peinture, Plancher Revêtement plastique, Plinthe(s) Bois Peinture, Porte Bois Peinture, Vélux Bois	Absence d'indice

Parties de bâtiment visitées	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés	Résultat du diagnostic d'infestation
Salle d'eau 3	Fenêtre Pvc, Mur Placoplâtre Toile de verre (Murs A+B+C+D), Panne Bois, Plafond Placoplâtre Peinture, Plancher Carrelage, Plinthe(s) Bois Peinture, Porte Bois Peinture	Absence d'indice
WC 3	Mur Placoplâtre Peinture (Murs A+B+C+D), Plafond Placoplâtre Peinture, Plancher Revêtement plastique, Plinthe(s) Bois Peinture, Porte Bois Peinture	Absence d'indice
Chambre 5	Fenêtre Pvc, Mur Placoplâtre Toile de verre (Murs A+B+C+D), Panne Bois, Plafond Placoplâtre Peinture, Plancher Revêtement plastique, Plinthe(s) Bois Peinture, Porte Bois Peinture, Vélux Bois	Absence d'indice
Salle de bains	Mur Placoplâtre Toile de verre (Murs A+B+C+D), Plafond Placoplâtre Peinture, Plancher Revêtement plastique, Plinthe(s) Bois Peinture, Porte Bois Peinture	Absence d'indice
Chambre 6	Fenêtre Pvc, Mur Placoplâtre Toile de verre (Murs A+B+C+D), Panne Bois, Plafond Placoplâtre Peinture, Plancher Revêtement plastique, Plinthe(s) Bois Peinture, Porte Bois Peinture, Vélux Bois	Absence d'indice
Chambre 7	Fenêtre Pvc, Mur Placoplâtre Toile de verre (Murs A+B+C+D), Panne Bois, Plafond Placoplâtre Peinture, Plancher Revêtement plastique, Plinthe(s) Bois Peinture, Porte Bois Peinture, Vélux Bois	Absence d'indice
Extérieur	Terrain en herbe , arboré	Absence d'indice

IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DU BATIMENT (PIECES ET VOLUMES) N'AYANT PU ETRE VISITES

La charpente n'est pas complètement accessible compte tenu de l'aménagement de pièces en sous pente

IDENTIFICATION DES OUVRAGES, PARTIES D'OUVRAGES ET ELEMENTS QUI N'ONT PAS ETE EXAMINES

Néant.

MOYENS D'INVESTIGATION UTILISES

- Examen visuel de l'ensemble des éléments et ouvrages constituant le bâtiment, visibles, accessibles et susceptibles d'être démontés sans outils ;
- Sondages non destructifs sur les ouvrages bois (sauf parties déjà altérées ou dégradées) au moyen d'un poinçon ;
- Mesure du taux d'humidité relative et de la température ambiante des locaux au moyen d'un thermo-hygromètre ;
- Mesure du taux d'humidité des matériaux au moyen d'un humidimètre.

CONSTATATIONS DIVERSES

Les parties d'ouvrage et éléments en bois inclus dans la structure du bâtiment, les éléments coffrés ou les sous faces de planchers n'ont pas pu être contrôlées, notre mission n'autorisant pas de démontage ou de destruction.

Les éléments cachés (plafonds , murs , sols) par , des revêtements de type moquette , tapisseries , lambris , panneaux bois ou autres , isolation , cloisons ou tout autre matériaux pouvant masquer un passage d'agent de dégradation biologique du bois , n'ont pas été examinés par manque d'accessibilité.

Le vendeur , son mandataire et l'acquéreur admettent que l'immeuble peut comporter un passage d'agents de dégradation biologiques du bois , dans les éléments non examinés , cités ci-dessus , et que seul un traitement effectué par un professionnel peut garantir une protection de l'immeuble.

L'immeuble se situant dans une zone déclarée à risque Termites par le Préfet et/ou dans un environnement proche contaminé, une surveillance par un contrôle régulier des éléments à risque serait souhaitable.

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

CADRE DE LA MISSION

Ce constat consiste à mesurer la concentration en plomb de tous les revêtements du bien concerné, afin d'identifier ceux contenant du plomb, qu'ils soient dégradés ou non, à décrire leur état de conservation et à repérer, le cas échéant, les situations de risque de saturnisme infantile et de dégradation du bâti. Les résultats du CREP doivent permettre de connaître non seulement le risque immédiat lié à la présence de revêtements dégradés contenant du plomb (qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles pouvant être ingérées par un enfant), mais aussi le risque potentiel lié à la présence de revêtements en bon état contenant du plomb (encore non accessible).

Ce constat porte sur les revêtements accessibles depuis le logement, y compris les revêtements extérieurs au logement (volets, portail, grille, etc.). La recherche de canalisations en plomb ne fait pas partie du champ d'application du CREP. Si le bien immobilier concerné est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le CREP ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Dans les locaux annexes de l'habitation, le CREP porte sur ceux qui sont destinés à un usage courant, tels que la buanderie, la cave, le garage, etc.

CONCLUSION

Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, il a été constaté l'existence de risque immédiat d'exposition au plomb

Notre intervention a été réalisée conformément à l'ordre de mission du 07 avril 2016

Date(s) de l'intervention : 07/04/2016

Opérateur(s) de diagnostic : Eric MONNERAYE - Certification n°QUALIXPERT C185

Constat réalisé : Avant vente

Validité du présent constat : 1 an (06/04/2017) si utilisé avant vente, 6 ans (06/04/2022) si utilisé avant mise en location

Le repérage a été réalisé en présence de : Pas d'accompagnateur

Fait à BREUIL MAGNE, le 07 avril 2016, en deux (2) exemplaires originaux.

À défaut d'un CREP parties communes, le vendeur ne pourra pas être exonéré de la garantie contre les vices cachés concernant sa quote-part des parties communes.

Le présent constat ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

Eric MONNERAYE



Classement des unités de diagnostic

Les mesures de concentration en plomb sont regroupées dans le tableau de synthèse suivant :

	Total	Non mesurées	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3
Nombre d'unités de diagnostic	177	0	170	2	0	5
Proportion	100 %	0 %	96.05 %	1.13 %	0 %	2.82 %

Recommandations au propriétaire

Le plomb (principalement la céruse) contenu dans les revêtements peut provoquer une intoxication des personnes, en particulier des jeunes enfants, dès lors qu'il est inhalé ou ingéré. Les travaux qui seraient conduits sur les surfaces identifiées comme recouvertes de peinture d'une concentration surfacique en plomb égale ou supérieure à 1 mg/cm² devront s'accompagner de mesures de protection collectives et individuelles visant à contrôler la dissémination de poussières toxiques et à éviter toute exposition au plomb tant pour les intervenants que pour les occupants de l'immeuble et la population environnante.

Unité(s) de classes 1 et 2 : Le propriétaire doit veiller à l'entretien des revêtements recouvrant les unités de diagnostic de classe 1 et 2, afin d'éviter leur dégradation future.

Unité(s) de classe 3 : En application de l'article L1334-9 du Code de la Santé Publique, le propriétaire du bien, objet de ce constat, doit effectuer les travaux appropriés pour supprimer l'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des

www.agendadiagnostics.fr

Amiante - Métrage - Plomb - Termites - États des lieux - Constats Robien - Gaz - Logement décent
Normes de surfaces et d'habitabilité - Dossier technique Amiante

Siret 448 874 008 00049

Assurance RCP délivrée par ALLIANZ (Gras Savoye) Garantie 3 000.000 € (20MF)
CERTIFICATION QUALIXPERT Certificat N° C 185



occupants. Il doit également transmettre une copie complète du constat, annexes comprises, aux occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée et à toute personne amenée à effectuer des travaux dans cet immeuble ou la partie d'immeuble concernée.

État d'occupation du bien Le bien est occupé : Non

Situations de risque de saturnisme infantile et de dégradation du bâti

Situations de risque de saturnisme infantile	Oui	Non
Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50 % d'unités de diagnostic de classe 3		X
L'ensemble des locaux objets du constat présente au moins 20 % d'unités de diagnostic de classe 3		X
Situations de dégradation du bâti	Oui	Non
Les locaux objets du constat présentent au moins un plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré		X
Les locaux objets du constat présentent des traces importantes de coulures ou de ruissellement ou d'écoulement d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce		X
Les locaux objets du constat présentent plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce recouvertes de moisissures ou de nombreuses taches d'humidité	X	

Appréciation sur l'état général du bien Bon état

Transmission du constat au directeur général de l'agence régionale de santé

Étant donnée l'existence d'au moins une situation de risque de saturnisme infantile et/ou de dégradation du bâti, une copie du présent constat est transmise immédiatement au directeur général de l'agence régionale de santé.

En application de l'Article L1334-10 du Code de la Santé Publique, l'auteur du présent constat informe de cette transmission le propriétaire, le syndicat des copropriétaires ou l'exploitant du local d'hébergement.

LOCAUX OU PARTIES DE LOCAUX NON VISITES

Néant.

CONSTATATIONS DIVERSES

Il est signalé que, certains volet bois peint ont été démontés et entreposés dans l'abri dans la cour il s'avère qu'après mesures, il contiennent

de la peinture au plomb avec une teneur supérieure au seuil autorisé

METHODOLOGIE EMPLOYEE La recherche et la mesure du plomb présent dans les peintures ou les revêtements ont été réalisées selon le cadre réglementaire défini précédemment. Les mesures de la concentration surfacique en plomb sont réalisées à l'aide d'un appareil à fluorescence X (XRF) à lecture directe permettant d'analyser au moins une raie K du spectre de fluorescence du plomb, et sont exprimées en mg/cm². Les éléments de construction de facture récente ou clairement identifiables comme postérieurs au 1er janvier 1949 ne sont pas mesurés, à l'exception des huisseries ou autres éléments métalliques tels que volets, grilles,... (ceci afin d'identifier la présence éventuelle de minium de plomb). En cas d'unité de diagnostic située à une hauteur supérieure à 3 mètres, il appartient au propriétaire de prendre les dispositions nécessaires, en accord avec la réglementation du travail, pour permettre au diagnostiqueur de réaliser les mesures de concentration en plomb sur celle-ci, faute de quoi le constat n'aurait de valeur que pour les unités diagnostiquées.

Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb

Les mesures par fluorescence X effectuées sur des revêtements sont interprétées en fonction de la valeur de référence fixée par l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb (article 3) : 1 mg/cm².

Stratégie de mesurage

Sur chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement, l'auteur du constat effectue :

- 1 seule mesure si celle-ci montre la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²) ;
- 2 mesures si la première ne montre pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²) ;
- 3 mesures si les deux premières ne montrent pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²), mais que des unités de diagnostic du même type ont été mesurées avec une concentration en plomb supérieure ou égale à ce seuil dans un même local.

Dans le cas où plusieurs mesures sont effectuées sur une unité de diagnostic, elles sont réalisées à des endroits différents pour minimiser le risque de faux négatifs.

Présentation des résultats

Afin de faciliter la localisation des mesures, l'auteur du constat divise chaque local en plusieurs zones, auxquelles il attribue une lettre (A, B, C...) selon la convention décrite ci-dessous.

La convention d'écriture sur le(s) croquis et dans le(s) tableau(x) des mesures est la suivante :

- La zone de l'accès au local est nommée « A » et est reportée sur le(s) croquis ; les autres zones sont nommées « B », « C », « D », ... dans le sens des aiguilles d'une montre ;
- La zone « plafond » est nommée « PL ».

Les unités de diagnostic (UD) (par exemple : un mur d'un local, la plinthe du même mur, le dormant d'une fenêtre, ...) faisant l'objet d'une mesure sont classées dans le(s) tableau(x) des mesures selon le tableau suivant en fonction de la concentration en plomb et de la nature de la dégradation.

Nota : Une unité de diagnostic (UD) correspond à un ou plusieurs éléments de construction ayant même substrat et même historique en matière de construction et de revêtement.

Concentration en plomb	Nature de la dégradation	État de conservation	Classement
< seuil			0
≥ seuil		Non dégradé (ND) ou non visible (NV)	1
	Usure par friction, traces de chocs, microfissures...	État d'usage (EU)	2
	Pulvérulence, écaillage, cloquage, fissures, faïençage, traces de grattage, lézardes...	Dégradé (D)	3

RESULTATS DES MESURES Appareil à fluorescence X

Fabricant :	RMD	Modèle :	LPA1
N° de série :	2273	Nature du radionucléide :	57 Co
Date chargement source :	18/09/2013	Activité (MBq) :	444 MBq
Autorisation ASN N° :	T170243	Date d'autorisation :	20/03/2013
Titulaire autorisation :	MONNERAYE	Date de fin de validité :	19/03/2018
Personne compétente en radioprotection (PCR) :	MONNERAYE		
Fabricant de l'étalon :	GRETAGMABETH	N° NIST de l'étalon :	2573
Concentration (mg/cm²) :	1	Incertitude (mg/cm²) :	0,04
Vérification de la justesse de l'appareil en début du CREP :		N° de la mesure :	1
		Concentration (mg/cm²) :	1,0
Vérification de la justesse de l'appareil en fin du CREP :		N° de la mesure :	345
		Concentration (mg/cm²) :	1,0

Locaux visités

Couloir

N° de mesure	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
2	B	Arcades	pierre	Peinture	Droite	2,5	D	3	Écaillage
3					Gauche	3,0			
4		Mur	Crépi		< 1 m	0,5		0	
5					> 1 m	0,6			
6	D	Mur	Crépi		> 1 m	0,2		0	
7					< 1 m	0,5			
8	PL	Plafond	Panneaux isolant		Sud	0,4		0	
9					Nord	0,5			
10	C	Porte	Bois	Peinture	Ouvrant	10,0	D	3	Écaillage
11	A	Porte	Métal		Ouvrant	0,1		0	
12					Dormant	0,5			

Nombre d'unités de diagnostic :	6	Nombre de mesures :	11
Nombre d'unités de classe 3 :	2	Proportion d'unités de classe 3 :	33 %
Risque de saturnisme infantile :	Non		
Dégradation du bâti :	Non		

Cage escalier

N° de mesure	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
--------------	------	---------------------	----------	---------------------	---------------------------	-----------------	-----------------	------------	-----------------------------------

N° de mesure	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
13		Dessous d'escalier	Plâtre	Peinture	Droite	6,0	D	3	Écaillage
14					Gauche	7,0			
15		Escalier	Pierres		Droite	0,3		0	
16					Gauche	0,5			
17		Mur	Crépi		> 1 m	0,2		0	
18					< 1 m	0,5			
19		Rampe escalier barreaux	Métal	Peinture	Gauche	3,0	ND	1	
20					Droite	4,0			
21		chassis fixes	Métal	Peinture	Droite	1,3	ND	1	
22					Gauche	1,5			

Nombre d'unités de diagnostic :	5	Nombre de mesures :	10
Nombre d'unités de classe 3 :	1	Proportion d'unités de classe 3 :	20 %
Risque de saturnisme infantile :	Non		
Dégradation du bâti :	Non		

Chambre 1

N° de mesure	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
23		Fenêtre - Extérieur	Bois	Peinture	Ouvrant	0,3		0	
24					Dormant	0,6			
25		Fenêtre - Intérieur	Bois	Peinture	Dormant	0,4		0	
26					Ouvrant	0,5			
27	A	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	> 1 m	0,4		0	
28					< 1 m	0,6			
29	B	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	> 1 m	0,2		0	
30					< 1 m	0,5			
31	C	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,1		0	
32					> 1 m	0,2			
33	D	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	> 1 m	0,5		0	
34					< 1 m	0,6			
35	PL	Plafond	Placoplâtre	Peinture	Sud	0,1		0	
36					Nord	0,4			
37		Plinthe(s)	Bois	Peinture	Gauche	0,4		0	
38					Droite	0,4			
39		Porte	Bois	Peinture	Ouvrant	0,4		0	
40					Dormant	0,5			
41		Volet(s) - Extérieur	Bois	Peinture		4,0	D	3	Écaillage
42		Volet(s) - Intérieur	Bois	Peinture		5,0	D	3	Écaillage

Nombre d'unités de diagnostic :	11	Nombre de mesures :	20
Nombre d'unités de classe 3 :	2	Proportion d'unités de classe 3 :	18 %
Risque de saturnisme infantile :	Non		
Dégradation du bâti :	Non		

Salle d'eau

N° de mesure	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
43	A	Mur	Placoplâtre	Peinture	< 1 m	0,5		0	
44					> 1 m	0,6			
45	B	Mur	Placoplâtre	Peinture	< 1 m	0,5		0	
46					> 1 m	0,6			
47	C	Mur	Placoplâtre	Peinture	> 1 m	0,4		0	
48					< 1 m	0,6			
49	D	Mur	Placoplâtre	Peinture	< 1 m	0,2		0	
50					> 1 m	0,4			
51	PL	Plafond	Placoplâtre	Peinture	Nord	0,3		0	
52					Sud	0,5			
53		Plinthe(s)	Faïence		Gauche	0,5		0	
54					Droite	0,5			
55		Porte	Bois	Peinture	Ouvrant	0,2		0	
56					Dormant	0,3			

Nombre d'unités de diagnostic :	7	Nombre de mesures :	14
Nombre d'unités de classe 3 :	0	Proportion d'unités de classe 3 :	0 %

Risque de saturnisme infantile :	Non
Dégradation du bâti :	Non

Couloir 2

N° de mesure	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
57	A	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,1		0	
58					> 1 m	0,4			
59	B	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	> 1 m	0,1		0	
60					< 1 m	0,5			
61	C	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,2		0	
62					> 1 m	0,5			
63	D	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,1		0	
64					> 1 m	0,4			
65	PL	Plafond	Placoplâtre	Peinture	Nord	0,6		0	
66		Plinthe(s)	Bois	Peinture	Gauche	0,1		0	
67					Droite	0,6			

Nombre d'unités de diagnostic :	6	Nombre de mesures :	11
Nombre d'unités de classe 3 :	0	Proportion d'unités de classe 3 :	0 %
Risque de saturnisme infantile :	Non		
Dégradation du bâti :	Plusieurs unités de diagnostic recouvertes de moisissures ou de nombreuses taches d'humidité		

Chambre 2

N° de mesure	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
68		Fenêtre - Extérieur	Pvc		Ouvrant	0,1		0	
69					Dormant	0,2			
70		Fenêtre - Intérieur	Pvc		Dormant	0,2		0	
71					Ouvrant	0,6			
72	A	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	> 1 m	0,1		0	
73					< 1 m	0,5			
74	B	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	> 1 m	0,1		0	
75					< 1 m	0,5			
76	C	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,5		0	
77					> 1 m	0,6			
78	D	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	> 1 m	0,4		0	
79					< 1 m	0,6			
80	PL	Plafond	Placoplâtre	Peinture	Nord	0,2		0	
81					Sud	0,4			
82		Plinthe(s)	Bois	Peinture	Droite	0,2		0	
83					Gauche	0,4			
84		Porte	Bois	Peinture	Ouvrant	0,2		0	
85					Dormant	0,5			
86	D	Volet(s) droite - Extérieur	Bois	Peinture		0,1		0	
87	D	Volet(s) droite - Intérieur	Bois	Peinture		0,5		0	
88	D	Volet(s) gauche - Extérieur	Bois	Peinture		0,5		0	
89	D	Volet(s) gauche - Intérieur	Bois	Peinture		0,3		0	

Nombre d'unités de diagnostic :	13	Nombre de mesures :	22
Nombre d'unités de classe 3 :	0	Proportion d'unités de classe 3 :	0 %
Risque de saturnisme infantile :	Non		
Dégradation du bâti :	Non		

Salle d'eau 2

N° de mesure	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
90		Fenêtre - Extérieur	Pvc		Ouvrant	0,3		0	
91					Dormant	0,6			
92		Fenêtre - Intérieur	Pvc		Dormant	0,1		0	
93					Ouvrant	0,5			
94	A	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,3		0	
95					> 1 m	0,5			

N° de mesure	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
96	B	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	> 1 m	0,2		0	
97					< 1 m	0,5			
98	C	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,1		0	
99					> 1 m	0,5			
100	D	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,6		0	
101					> 1 m	0,6			
102	PL	Plafond	Placoplâtre	Peinture	Nord	0,6		0	
103		Plinthe(s)	Bois	Peinture	Droite	0,1		0	
104					Gauche	0,2			
105		Porte	Bois	Peinture	Ouvrant	0,6		0	
106					Dormant	0,6			
107	D	Volet(s) - Extérieur	Bois	Peinture		0,6		0	
108	D	Volet(s) - Intérieur	Bois	Peinture		0,6		0	

Nombre d'unités de diagnostic :	11	Nombre de mesures :	19
Nombre d'unités de classe 3 :	0	Proportion d'unités de classe 3 :	0 %
Risque de saturnisme infantile :	Non		
Dégradation du bâti :	Plusieurs unités de diagnostic recouvertes de moisissures ou de nombreuses taches d'humidité		

WC

N° de mesure	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
109	A	Mur	Placoplâtre	Peinture	> 1 m	0,1		0	
110					< 1 m	0,5			
111	B	Mur	Placoplâtre	Peinture	< 1 m	0,6		0	
112					> 1 m	0,6			
113	C	Mur	Placoplâtre	Peinture	> 1 m	0,4		0	
114					< 1 m	0,6			
115	D	Mur	Placoplâtre	Peinture	> 1 m	0,5		0	
116					< 1 m	0,6			
117	PL	Plafond	Placoplâtre	Peinture	Sud	0,2		0	
118					Nord	0,4			
119		Plinthe(s)	Bois	Peinture	Gauche	0,2		0	
120					Droite	0,4			
121		Porte	Bois	Peinture	Ouvrant	0,1		0	
122					Dormant	0,5			

Nombre d'unités de diagnostic :	7	Nombre de mesures :	14
Nombre d'unités de classe 3 :	0	Proportion d'unités de classe 3 :	0 %
Risque de saturnisme infantile :	Non		
Dégradation du bâti :	Non		

Chambre 3

N° de mesure	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
123		Fenêtre - Extérieur	Pvc		Dormant	0,2		0	
124					Ouvrant	0,6			
125		Fenêtre - Intérieur	Pvc		Dormant	0,1		0	
126					Ouvrant	0,6			
127	A	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,2		0	
128					> 1 m	0,5			
129	B	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,2		0	
130					> 1 m	0,3			
131	C	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,6		0	
132					> 1 m	0,6			
133	D	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,1		0	
134					> 1 m	0,4			
135	PL	Plafond	Placoplâtre	Peinture	Sud	0,3		0	
136					Nord	0,4			
137		Plinthe(s)	Bois	Peinture	Gauche	0,4		0	
138					Droite	0,5			
139		Porte	Bois	Peinture	Dormant	0,4		0	
140					Ouvrant	0,6			

Nombre d'unités de diagnostic :	9	Nombre de mesures :	18
Nombre d'unités de classe 3 :	0	Proportion d'unités de classe 3 :	0 %
Risque de saturnisme infantile :	Non		
Dégradation du bâti :	Non		

WC 2

N° de mesure	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
141	A	Mur	Placoplâtre	Peinture	> 1 m	0,1		0	
142					< 1 m	0,6			
143	B	Mur	Placoplâtre	Peinture	< 1 m	0,6		0	
144					> 1 m	0,6			
145	C	Mur	Placoplâtre	Peinture	> 1 m	0,4		0	
146					< 1 m	0,6			
147	D	Mur	Placoplâtre	Peinture	> 1 m	0,3		0	
148					< 1 m	0,6			
149	PL	Plafond	Placoplâtre	Peinture	Sud	0,3		0	
150					Nord	0,4			
151		Plinthe(s)	Bois	Peinture	Gauche	0,1		0	
152					Droite	0,2			
153		Porte	Bois	Peinture	Dormant	0,3		0	
154					Ouvrant	0,4			

Nombre d'unités de diagnostic :	7	Nombre de mesures :	14
Nombre d'unités de classe 3 :	0	Proportion d'unités de classe 3 :	0 %
Risque de saturnisme infantile :	Non		
Dégradation du bâti :	Non		

Séjour

N° de mesure	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
155		Fenêtre - Extérieur	Pvc		Ouvrant	0,2		0	
156					Dormant	0,4			
157		Fenêtre - Intérieur	Pvc		Dormant	0,3		0	
158					Ouvrant	0,4			
159	A	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	> 1 m	0,4		0	
160					< 1 m	0,5			
161	B	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,3		0	
162					> 1 m	0,3			
163	C	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	> 1 m	0,3		0	
164					< 1 m	0,4			
165	D	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,2		0	
166					> 1 m	0,3			
167	PL	Plafond	Placoplâtre	Peinture	Sud	0,3		0	
168					Nord	0,6			
169		Plinthe(s)	Bois	Peinture	Gauche	0,1		0	
170					Droite	0,4			
171		Porte	Bois	Peinture	Ouvrant	0,2		0	
172					Dormant	0,5			

Nombre d'unités de diagnostic :	9	Nombre de mesures :	18
Nombre d'unités de classe 3 :	0	Proportion d'unités de classe 3 :	0 %
Risque de saturnisme infantile :	Non		
Dégradation du bâti :	Non		

Buanderie

N° de mesure	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
173	A	Mur	Placoplâtre	Peinture	< 1 m	0,4		0	
174					> 1 m	0,6			
175	B	Mur	Placoplâtre	Peinture	> 1 m	0,3		0	
176					< 1 m	0,5			
177	C	Mur	Placoplâtre	Peinture	< 1 m	0,1		0	
178					> 1 m	0,5			
179	D	Mur	Placoplâtre	Peinture	< 1 m	0,3		0	
180					> 1 m	0,4			

N° de mesure	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
181	PL	Plafond	Placoplâtre	Peinture	Sud	0,5		0	
182					Nord	0,6			
183		Plinthe(s)	Bois	Peinture	Droite	0,3		0	
184					Gauche	0,6			

Nombre d'unités de diagnostic :	6	Nombre de mesures :	12
Nombre d'unités de classe 3 :	0	Proportion d'unités de classe 3 :	0 %
Risque de saturnisme infantile :	Non		
Dégradation du bâti :	Non		

Cuisine

N° de mesure	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
185		Fenêtre - Extérieur	Pvc		Ouvrant	0,4		0	
186					Dormant	0,4			
187		Fenêtre - Intérieur	Pvc		Dormant	0,1		0	
188					Ouvrant	0,6			
189	A	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	> 1 m	0,3		0	
190					< 1 m	0,4			
191	B	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	> 1 m	0,2		0	
192					< 1 m	0,3			
193	C	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,3		0	
194					> 1 m	0,5			
195	D	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	> 1 m	0,4		0	
196					< 1 m	0,5			
197	PL	Plafond	Placoplâtre	Peinture	Sud	0,1		0	
198					Nord	0,2			
199		Plinthe(s)	Bois	Peinture	Gauche	0,1		0	
200					Droite	0,5			
201		Porte	Pvc		Dormant	0,1		0	
202					Ouvrant	0,5			

Nombre d'unités de diagnostic :	9	Nombre de mesures :	18
Nombre d'unités de classe 3 :	0	Proportion d'unités de classe 3 :	0 %
Risque de saturnisme infantile :	Non		
Dégradation du bâti :	Non		

Couloir 3

N° de mesure	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
203	A	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,3		0	
204					> 1 m	0,6			
205	B	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,6		0	
206					> 1 m	0,6			
207	C	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	> 1 m	0,2		0	
208					< 1 m	0,5			
209	D	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,1		0	
210					> 1 m	0,5			
211		Panne	Bois		Gauche	0,1		0	
212					Droite	0,5			
213	PL	Plafond	Placoplâtre	Peinture	Nord	0,3		0	
214					Sud	0,5			
215		Plinthe(s)	Bois	Peinture	Gauche	0,3		0	
216					Droite	0,3			

Nombre d'unités de diagnostic :	7	Nombre de mesures :	14
Nombre d'unités de classe 3 :	0	Proportion d'unités de classe 3 :	0 %
Risque de saturnisme infantile :	Non		
Dégradation du bâti :	Non		

Chambre 4

N° de mesure	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
217		Fenêtre - Extérieur	Pvc		Ouvrant	0,3		0	
218					Dormant	0,4			

N° de mesure	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
219		Fenêtre - Intérieur	Pvc		Dormant	0,1		0	
220					Ouvrant	0,5			
221	A	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	> 1 m	0,1		0	
222					< 1 m	0,3			
223	B	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,1		0	
224					> 1 m	0,1			
225	C	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,3		0	
226					> 1 m	0,5			
227	D	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,3		0	
228					> 1 m	0,4			
229		Panne	Bois		Gauche	0,4		0	
230					Droite	0,4			
231	PL	Plafond	Placoplâtre	Peinture	Sud	0,3		0	
232					Nord	0,5			
233		Plinthe(s)	Bois	Peinture	Gauche	0,3		0	
234					Droite	0,3			
235		Porte	Bois	Peinture	Ouvrant	0,2		0	
236					Dormant	0,5			

Nombre d'unités de diagnostic :	10	Nombre de mesures :	20
Nombre d'unités de classe 3 :	0	Proportion d'unités de classe 3 :	0 %
Risque de saturnisme infantile :	Non		
Dégradation du bâti :	Non		

Salle d'eau 3

N° de mesure	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
237		Fenêtre - Extérieur	Pvc		Ouvrant	0,3		0	
238					Dormant	0,6			
239		Fenêtre - Intérieur	Pvc		Ouvrant	0,4		0	
240					Dormant	0,4			
241	A	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	> 1 m	0,5		0	
242					< 1 m	0,6			
243	B	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	> 1 m	0,4		0	
244					< 1 m	0,5			
245	C	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,1		0	
246					> 1 m	0,1			
247	D	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	> 1 m	0,2		0	
248					< 1 m	0,5			
249		Panne	Bois		Gauche	0,3		0	
250					Droite	0,5			
251	PL	Plafond	Placoplâtre	Peinture	Nord	0,5		0	
252					Sud	0,5			
253		Plinthe(s)	Bois	Peinture	Gauche	0,1		0	
254					Droite	0,1			
255		Porte	Bois	Peinture	Ouvrant	0,1		0	
256					Dormant	0,5			

Nombre d'unités de diagnostic :	10	Nombre de mesures :	20
Nombre d'unités de classe 3 :	0	Proportion d'unités de classe 3 :	0 %
Risque de saturnisme infantile :	Non		
Dégradation du bâti :	Non		

WC 3

N° de mesure	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
257	A	Mur	Placoplâtre	Peinture	> 1 m	0,1		0	
258					< 1 m	0,2			
259	B	Mur	Placoplâtre	Peinture	> 1 m	0,3		0	
260					< 1 m	0,4			
261	C	Mur	Placoplâtre	Peinture	< 1 m	0,4		0	
262					> 1 m	0,4			
263	D	Mur	Placoplâtre	Peinture	> 1 m	0,4		0	
264					< 1 m	0,5			

N° de mesure	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
265	PL	Plafond	Placoplâtre	Peinture	Nord	0,3		0	
266					Sud	0,3			
267		Plinthe(s)	Bois	Peinture	Gauche	0,2		0	
268					Droite	0,3			
269		Porte	Bois	Peinture	Dormant	0,3		0	
270					Ouvrant	0,6			

Nombre d'unités de diagnostic :	7	Nombre de mesures :	14
Nombre d'unités de classe 3 :	0	Proportion d'unités de classe 3 :	0 %
Risque de saturnisme infantile :	Non		
Dégradation du bâti :	Non		

Chambre 5

N° de mesure	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
271		Fenêtre - Extérieur	Pvc		Ouvrant	0,5		0	
272					Dormant	0,6			
273		Fenêtre - Intérieur	Pvc		Dormant	0,1		0	
274					Ouvrant	0,6			
275	A	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	> 1 m	0,1		0	
276					< 1 m	0,2			
277	B	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	> 1 m	0,2		0	
278					< 1 m	0,4			
279	C	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,1		0	
280					> 1 m	0,3			
281	D	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,4		0	
282					> 1 m	0,5			
283		Panne	Bois		Gauche	0,2		0	
284					Droite	0,6			
285	PL	Plafond	Placoplâtre	Peinture	Nord	0,6		0	
286					Sud	0,6			
287		Plinthe(s)	Bois	Peinture	Droite	0,3		0	
288					Gauche	0,4			
289		Porte	Bois	Peinture	Ouvrant	0,3		0	
290					Dormant	0,5			

Nombre d'unités de diagnostic :	10	Nombre de mesures :	20
Nombre d'unités de classe 3 :	0	Proportion d'unités de classe 3 :	0 %
Risque de saturnisme infantile :	Non		
Dégradation du bâti :	Non		

Salle de bains

N° de mesure	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
291	A	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	> 1 m	0,1		0	
292					< 1 m	0,2			
293	B	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,6		0	
294					> 1 m	0,6			
295	C	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,3		0	
296					> 1 m	0,3			
297	D	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	> 1 m	0,1		0	
298					< 1 m	0,5			
299	PL	Plafond	Placoplâtre	Peinture	Sud	0,3		0	
300					Nord	0,5			
301		Plinthe(s)	Bois	Peinture	Gauche	0,3		0	
302					Droite	0,4			
303		Porte	Bois	Peinture	Dormant	0,1		0	
304					Ouvrant	0,4			

Nombre d'unités de diagnostic :	7	Nombre de mesures :	14
Nombre d'unités de classe 3 :	0	Proportion d'unités de classe 3 :	0 %
Risque de saturnisme infantile :	Non		
Dégradation du bâti :	Non		

Chambre 6

N° de mesure	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
305		Fenêtre - Extérieur	Pvc		Ouvrant	0,5		0	
306					Dormant	0,5			
307		Fenêtre - Intérieur	Pvc		Ouvrant	0,4		0	
308					Dormant	0,6			
309	A	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,1		0	
310					> 1 m	0,6			
311	B	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,1		0	
312					> 1 m	0,2			
313	C	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	> 1 m	0,2		0	
314					< 1 m	0,5			
315	D	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	> 1 m	0,1		0	
316					< 1 m	0,3			
317		Panne	Bois		Gauche	0,1		0	
318					Droite	0,6			
319	PL	Plafond	Placoplâtre	Peinture	Nord	0,1		0	
320					Sud	0,1			
321		Plinthe(s)	Bois	Peinture	Gauche	0,1		0	
322					Droite	0,1			
323		Porte	Bois	Peinture	Ouvrant	0,3		0	
324					Dormant	0,5			

Nombre d'unités de diagnostic :	10	Nombre de mesures :	20
Nombre d'unités de classe 3 :	0	Proportion d'unités de classe 3 :	0 %
Risque de saturnisme infantile :	Non		
Dégradation du bâti :	Non		

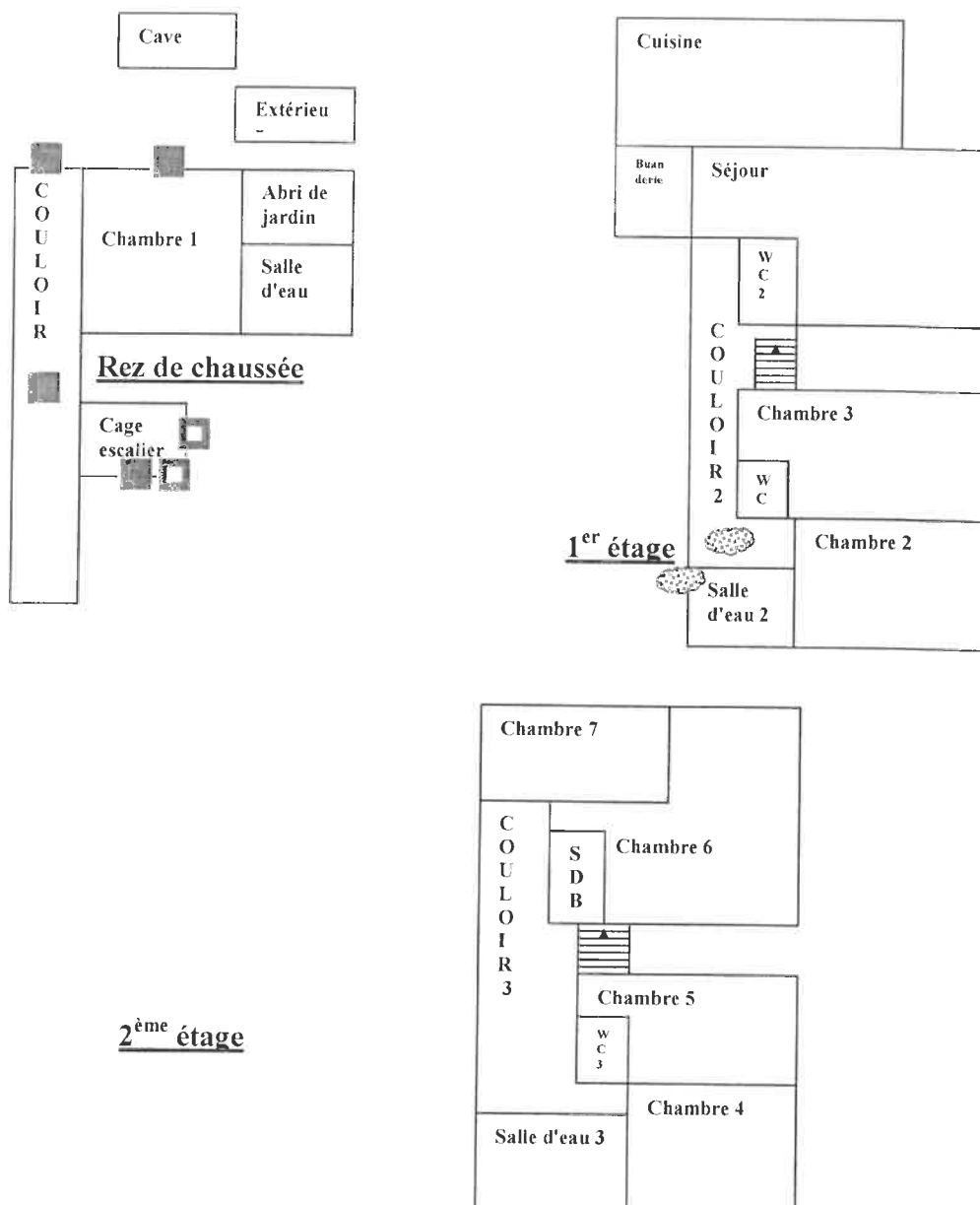
Chambre 7

N° de mesure	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure	Mesure (mg/cm²)	État de conser.	Classement	Observations / Nature dégradation
325		Fenêtre - Extérieur	Pvc		Dormant	0,1		0	
326					Ouvrant	0,4			
327		Fenêtre - Intérieur	Pvc		Dormant	0,5		0	
328					Ouvrant	0,6			
329	A	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,3		0	
330					> 1 m	0,6			
331	B	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	> 1 m	0,2		0	
332					< 1 m	0,3			
333	C	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,1		0	
334					> 1 m	0,5			
335	D	Mur	Placoplâtre	Toile de verre	< 1 m	0,3		0	
336					> 1 m	0,5			
337		Panne	Bois		Droite	0,4		0	
338					Gauche	0,6			
339	PL	Plafond	Placoplâtre	Peinture	Nord	0,2		0	
340					Sud	0,5			
341		Plinthe(s)	Bois	Peinture	Droite	0,1		0	
342					Gauche	0,2			
343		Porte	Bois	Peinture	Ouvrant	0,2		0	
344					Dormant	0,6			

Nombre d'unités de diagnostic :	10	Nombre de mesures :	20
Nombre d'unités de classe 3 :	0	Proportion d'unités de classe 3 :	0 %
Risque de saturnisme infantile :	Non		
Dégradation du bâti :	Non		

Plans et croquis

PLANCHE DE REPERAGE USUEL				Adresse de l'immeuble: 19 rue de La Somme 17430 TONNAY CHARENTE	
N° dossier: 2016-03-034				Bâtiment - Niveau: Niveau inspecté	
N° planche: 1/1		Version: 1			
		Type: Croquis			
Origine du plan: Cabinet de diagnostic					
Document sans échelle remis à titre indicatif					



Légende			
	Mesure de plomb > 1 mg/cm² sur une unité de diagnostic classée 1 ou 2		Mesure de plomb > 1 mg/cm² sur une unité de diagnostic classée 3
	Plancher ou plafond menaçant de s'effondrer		Coulures ou ruissellement
	Moississures ou taches d'humidité		

NOTICE D'INFORMATION RELATIVE AU CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

(Arrêté du 19/08/2011)

Si le logement que vous vendez, achetez ou louez comporte des revêtements contenant du plomb, sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Deux documents vous informent :

- le constat de risque d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : **lisez-le attentivement !**
- la présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

Les effets du plomb sur la santé

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc.). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.

Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb

Des peintures fortement chargées en plomb (céruse) ont été couramment utilisées jusqu'en 1950. Ces peintures, souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradées à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écailles et les poussières ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles. En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écailent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- s'il porte à la bouche des écailles de peinture contenant du plomb ;
- s'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb ;
- s'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parties humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchées.

Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :

- surveillez l'état des peintures et effectuez les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent ;
- lutez contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- évitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords de fenêtres avec une serpillière humide ;
- veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb, prenez des précautions :

- si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux ; avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent avoir été parfaitement nettoyés ;
- si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

Si vous êtes enceinte :

- ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;
- éloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb.

Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales des territoires, des agences régionales de la santé ou des services communaux d'hygiène et de santé, ou sur les sites internet des ministères chargés de la santé et du logement.

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic porte uniquement sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure, ni les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans déplacement de meubles ni démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles. Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

Nota : Le diagnostic a pour objet d'identifier, par des contrôles visuels, des essais et des mesurages, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. En aucun cas, il ne constitue un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.

SYNTHESE DE L'ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE

Eric MONNERAYE, Diagnostiqueur AGENDA, après diagnostic de l'état de l'installation intérieure d'électricité, atteste que :
l'installation intérieure d'électricité comporte une ou plusieurs anomalies

Notre intervention a été réalisée conformément à l'ordre de mission du 07 avril 2016

Date(s) de l'intervention : 07/04/2016

Opérateur(s) de diagnostic : * Eric MONNERAYE - Certification n°QUALIXPERT C185

Validité du présent constat : Trois ans, jusqu'au 06/04/2019

Le repérage a été réalisé en présence de : Pas d'accompagnateur

Fait à BREUIL MAGNE, le 07 avril 2016, en deux (2) exemplaires originaux

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

Eric MONNERAYE



www.agendadiagnostics.fr

Amiante - Métrage - Plomb - Termites - États des lieux - Constats Robien - Gaz - Logement décent
Normes de surfaces et d'habitabilité - Dossier technique Amiante

Siret 448 874 008 00049
Assurance RCP délivrée par ALLIANZ (Gras Savoye) Garantie 3 000 000 € (20MF)
CERTIFICATION QUALIXPERT Certificat N° C 185



Anomalies et/ou constatations diverses relevées

- ☐ L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie et ne fait pas l'objet de constatations diverses.
- ☐ L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie, mais fait l'objet de constatations diverses.
- ☐ L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies. Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). L'installation ne fait pas l'objet de constatations diverses.
- ☒ L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies. Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). L'installation fait également l'objet de constatations diverses.

Domaines faisant l'objet d'anomalies

- ☐ 1. L'appareil général de commande et de protection et son accessibilité.
- ☐ 2. La protection différentielle à l'origine de l'installation électrique et sa sensibilité appropriée aux conditions de mise à la terre.
- ☒ 3. La prise de terre et l'installation de mise à la terre.
- ☐ 4. La protection contre les surintensités adaptée à la section des conducteurs, sur chaque circuit.
- ☒ 5. La liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
- ☐ 6. Les règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
- ☐ 7. Des matériels électriques présentant des risques de contact direct.
- ☐ 8.1. Des matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.
- ☐ 8.2. Des conducteurs non protégés mécaniquement.
- ☐ 9. Des appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative.
- ☐ 10. La piscine privée ou le bassin de la fontaine.

Domaines faisant l'objet de constatations diverses

- ☐ Des installations, parties d'installations ou spécificités non couvertes par le présent diagnostic.
- ☒ Des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.
- ☐ Des constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement.

ANOMALIES IDENTIFIEES

N° article ⁽¹⁾⁽²⁾	Libellé et localisation ^(*) des anomalies / Mesures compensatoires ⁽³⁾	Photo
B.3.3.4 a	La connexion à la liaison équipotentielle principale d'au moins une canalisation métallique de gaz, d'eau, de chauffage central de conditionnement d'air, ou d'un élément conducteur de la structure porteuse du bâtiment n'est pas assurée (résistance de continuité > 2 ohms). <u>Localisation</u> : Prise de terre <u>Justification</u> : Absence de continuité -	
B.5.3 a	Locaux contenant une baignoire ou une douche : la continuité électrique de la liaison équipotentielle supplémentaire, reliant les éléments conducteurs et les masses des matériels électriques, n'est pas satisfaisante (résistance > 2 ohms). <u>Localisation</u> : Salle d'eau <u>Justification</u> : Absence de continuité sur une broche de terre de prise de courant	

(1) Référence des numéros d'articles selon la norme ou la spécification technique utilisée.

(2) Référence des mesures compensatoires selon la norme ou la spécification technique utilisée.

(3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués au-dessous de l'anomalie concernée.

* Avertissement : La localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

N° article ⁽¹⁾	Libellé des informations	Photo
B.11 a1	L'ensemble de l'installation électrique est protégé par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.	
B.11 b2	Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur.	
B.11 c2	Au moins un socle de prise de courant ne possède pas un puits de 15 mm.	

1) Référence des informations complémentaires selon la norme ou la spécification technique utilisée

CONSTATATIONS DIVERSES

Installations, parties d'installation ou spécificités non couvertes

Néant

Points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés

N° article ⁽¹⁾	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés	Motifs
		Non trouvé.
B.2.3.1 h	Déclenche, lors de l'essai de fonctionnement, pour un courant de défaut au plus égal à son courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité).	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.2.3.1 i	Déclenche par action sur le bouton test quand ce dernier est présent	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.3.3.1 d	Valeur de la résistance de la prise de terre adaptée au(x) dispositif(s) différentiel(s)	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B.3.3.2 a	Présence d'un conducteur de terre	Non trouvé.
B.3.3.4 b	Section satisfaisante du conducteur de liaison équipotentielle principale	Conducteur(s) de liaison équipotentielle principale non trouvé(s).

Pour les points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électricien qualifié ou par un organisme d'inspection accrédité dans le domaine de l'électricité, ou, si l'installation électrique n'était pas alimentée, par un opérateur de diagnostic certifié lorsque l'installation sera alimentée.

1) Référence des numéros d'articles selon le fascicule de documentation FD C 16-600 - Annexe C

Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

Néant

Autres types de constatation

Néant

IDENTIFICATION DES PARTIES DU BIEN (PIECES ET EMBLEMES) N'AYANT PU ETRE VISITEES ET JUSTIFICATION

Néant

OBJECTIF DES DISPOSITIONS ET DESCRIPTION DES RISQUES ENCOURUS

Les différents types d'anomalies et d'informations complémentaires sont classés en domaines (1 à 11), selon le fascicule de documentation FD C 16-600) identifiant les types de risques encourus. Dans les deux tableaux suivants, seules les lignes en caractères noirs concernent l'installation diagnostiquée. Les lignes en caractères gris figurent pour information.

Domaines d'anomalies

N°	Objectif des dispositions et description des risques encourus
1	Appareil général de commande et de protection Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique. Son absence, son mauvais état ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution) d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique.
2	Protection différentielle à l'origine de l'installation Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
3	Prise de terre et installation de mise à la terre Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte. L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
4	Protection contre les surintensités Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits. L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.
5	Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux. Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
6	Règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
7	Matériels électriques présentant des risques de contact direct Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés, etc.) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.
8	Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.
9	Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension, peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.
10	Piscine privée ou bassin de fontaine Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Domaines d'informations complémentaires

N°	Objectif des dispositions et description des risques encourus
11	<p>Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant tout ou partie de l'installation électrique L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.</p> <p>Socles de prise de courant de type à obturateurs L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.</p> <p>Socles de prise de courant de type à puits La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.</p>

CARACTERISTIQUES DE L'INSTALLATION

Informations générales

Caractéristique	Valeur
Distributeur d'électricité	ErDF
L'installation est sous tension	Non
Type d'installation	Triphasé
Année d'installation	> 15 ans

Compteur

Localisation : Extérieur

Caractéristique	Valeur
Index Heures Pleines	40750
Index Heures Creuses	848

Disjoncteur de branchement à puissance limitée

Localisation : Couloir

Caractéristique	Valeur
Calibre	30 / 60 A
Intensité de réglage	40 A
Différentiel	500 mA

Installation de mise à la terre

Caractéristique	Valeur
Résistance	Non vérifiable
Section du conducteur de terre	Non vérifiable
Section du conducteur principal de protection	Non vérifiable
Section du conducteur de liaison équipotentielle principale	Non vérifiable

Dispositif(s) différentiel(s)

Il s'agit des dispositifs différentiels autres que celui intégré au disjoncteur de branchement ou, le cas échéant, au disjoncteur général.

Quantité	Type d'appareil	Calibre de l'appareil	Sensibilité du différentiel
3	Interrupteur	40 A	30 mA

Tableau de répartition principal n°1

Localisation : Couloir

Section des conducteurs de la canalisation d'alimentation : Cuivre 25 mm²

OBJECTIF DU DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE

Le diagnostic de performance énergétique d'un bâtiment ou d'une partie de bâtiment est un document qui comprend, pour ceux à usage principal d'habitation construits avant le 1er janvier 1948, pour les appartements avec chauffage ou ECS collectif sans comptage individuel, ainsi que pour ceux à usage principal autre que d'habitation, la quantité d'énergie effectivement consommée, ainsi qu'une classification en fonction de valeurs de référence afin que les consommateurs puissent comparer et évaluer sa performance énergétique. Il est accompagné de recommandations destinées à améliorer cette performance.

En cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, le propriétaire doit tenir le diagnostic de performance énergétique à la disposition de tout candidat acquéreur. L'acquéreur ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique qui n'a qu'une valeur informative. D'autre part, le classement du bien au regard de sa performance énergétique doit être mentionné dans les annonces relatives à la vente.

Diagnostic de performance énergétique – Logement (6.2)

N°ADEME : 1617V2000718R – N°Dossier : 2016-03-034
 Valable jusqu'au : 06/04/2026
 Type de bâtiment : Maison Individuelle
 Année de construction : Avant 1948
 Surface habitable : 253,30 m²
 Adresse : 19 rue de La Somme
 17430 TONNAY CHARENTE

Date de visite : 30/03/2016
 Date d'édition : 07/04/2016
 Diagnostiqueur : Eric MONNERAYE –
 05.46.99.43.89 – CABINET AGENDA
 17 Bis Route du Bois du Four 17870
 BREUIL MAGNE

Signature :



Propriétaire :
 Nom : MAIRIE DE TONNAY CHARENTE
 Adresse : – 17430 TONNAY CHARENTE

Propriétaire des installations communes (s'il y a lieu) :
 Nom :
 Adresse :

Consommations annuelles par énergie

Obtenues au moyen des factures d'énergie du logement des années, prix des énergies indexés au

	Moyenne annuelle des consommations Détail par énergie dans l'unité d'origine	Consommations en énergie finale Détail par énergie et par usage en kWh _{EF}	Consommations en énergie primaire Détail par usage en kWh _{EP}	Frais annuels d'énergie
Chauffage			kWh _{EP}	€ TTC
Eau chaude sanitaire			kWh _{EP}	€ TTC
Refroidissement			kWh _{EP}	€ TTC
CONSUMMATIONS D'ÉNERGIE POUR LES USAGES RECENSES			kWh _{EP}	€ TTC (dont abonnements : 0 € TTC)

**RELEVÉS DE CONSOMMATION NON
DISPONIBLES OU NON EXPLOITABLES**

Consommations énergétiques
 (en énergie primaire)
 pour le chauffage, la production d'eau chaude
 sanitaire et le refroidissement

Émissions de gaz à effet de serre (GES)
 pour le chauffage, la production d'eau chaude
 sanitaire et le refroidissement

Consommation réelle : kWh_{EP}/m².an

Estimation des émissions : kg éqCO₂/m².an

Logement économe

Logement

≤ 50 A

51 à 90 B

91 à 150

151 à 230 D

231 à 330 E

331 à 450 F

> 450 G

Logement énergivore

**RELEVÉS DE CONSOMMATION NON
DISPONIBLES OU NON EXPLOITABLES**

Faible émission de GES

Logement

≤ 5 A

6 à 10 B

11 à 20

21 à 35 D

36 à 55 E

56 à 80 F

> 80 G

Forte émission de GES

**RELEVÉS DE CONSOMMATION NON
DISPONIBLES OU NON EXPLOITABLES**

Diagnostic de performance énergétique – Logement (6.2)

Descriptif du logement et de ses équipements

Logement	Chauffage et refroidissement	ECS, ventilation
Murs : - Pierre de taille d'épaisseur 40 cm donnant sur l'extérieur avec isolation intérieure (7,5 cm) - Pierre de taille d'épaisseur 40 cm donnant sur un local tertiaire avec isolation intérieure (7,5 cm) - Pierre de taille d'épaisseur 40 cm donnant sur un local chauffé avec isolation intérieure	Système de chauffage : - Convecteurs électriques NFC (système individuel) - Panneaux rayonnant (système individuel)	Système de production d'ECS : - Chauffe-eau électrique installé il y a plus de 5 ans (système individuel)
Toiture : - Combles aménagés sous rampants donnant sur l'extérieur avec isolation extérieure (réalisée entre 2001 et 2005) sous combles perdus	Émetteurs : NC	Système de ventilation : - VMC SF Auto réglable après 82
Menuiseries : - Fenêtres battantes PVC double vitrage - Fenêtres oscillantes bois double vitrage - Porte(s) pvc avec double vitrage - Porte(s) bois opaque pleine	Système de refroidissement : Néant.	
Plancher bas : - Dalle béton donnant sur un terre-plein - Dalle béton donnant sur un local tertiaire - Dalle béton non isolée donnant sur un cellier	Rapport d'entretien ou d'inspection des chaudières joint : Non	
Énergies renouvelables		Quantité d'énergie d'origine renouvelable 0 kWh_{EP}/m².an

Type d'équipements présents utilisant des énergies renouvelables : Néant.

Pourquoi un diagnostic

- Pour informer le futur locataire ou acheteur.
- Pour comparer différents logements entre eux.
- Pour inciter à effectuer des travaux d'économie d'énergie et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Usages recensés

Le diagnostic ne relève pas l'ensemble des consommations d'énergie, mais seulement celles nécessaires pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire (ECS) et le refroidissement du logement. Certaines consommations comme l'éclairage, les procédés industriels ou spécifiques (cuisson, informatique, etc.) ne sont pas comptabilisées dans les étiquettes énergie et climat des bâtiments.

Constitution de l'étiquette énergie

La consommation d'énergie indiquée sur l'étiquette énergie est le résultat de la conversion en énergie primaire des consommations d'énergie du logement indiquées par les compteurs ou les relevés.

Énergie finale et énergie primaire

L'énergie finale est l'énergie que vous utilisez chez vous (gaz, électricité, fioul domestique, bois, etc.). Pour que vous disposiez de ces énergies, il aura fallu les extraire, les distribuer, les stocker, les produire, et donc dépenser plus d'énergie que celle que vous utilisez en bout de course.

L'énergie primaire est le total de toutes ces énergies consommées.

Variations des prix de l'énergie et des conventions de calcul

Le calcul des consommations et des frais d'énergie fait intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps. La mention « prix de l'énergie en date du... » indique la date de l'arrêt en vigueur au moment de l'établissement du diagnostic. Elle reflète les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Énergie constate au niveau national.

Énergies renouvelables

Elles figurent sur cette page de manière séparée. Seules sont estimées les quantités d'énergie renouvelable produites par les équipements installés à demeure.

Diagnostic de performance énergétique – Logement (6.2)

Conseils pour un bon usage

En complément de l'amélioration de son logement (voir page suivante), il existe une multitude de mesures non coûteuses ou très peu coûteuses permettant d'économiser de l'énergie et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces mesures concernent le chauffage, l'eau chaude sanitaire et le confort d'été.

Chauffage

- Fermez les volets et/ou tirez les rideaux dans chaque pièce pendant la nuit.
- Ne placez pas de meubles devant les émetteurs de chaleur (radiateurs, convecteurs,...), cela nuit à la bonne diffusion de la chaleur.
- Si possible, réglez et programmez : la régulation vise à maintenir la température à une valeur constante. Si vous disposez d'un thermostat, réglez-le à 19 °C ; quant à la programmation, elle permet de faire varier cette température de consigne en fonction des besoins et de l'occupation du logement. On recommande ainsi de couper le chauffage durant l'inoccupation des pièces ou lorsque les besoins de confort sont limités. Toutefois, pour assurer une remontée rapide en température, on dispose d'un contrôle de la température réduite que l'on règle généralement à quelques 3 à 4 degrés inférieurs à la température de confort pour les absences courtes. Lorsque l'absence est prolongée, on conseille une température "hors-gel" fixée aux environs de 8 °C. Le programmeur assure automatiquement cette tâche.
- Réduisez le chauffage d'un degré, vous économiserez de 5 à 10 % d'énergie.
- Éteignez le chauffage quand les fenêtres sont ouvertes.

Eau chaude sanitaire

- Arrêtez le chauffe-eau pendant les périodes d'inoccupation (départs en congés,...) pour limiter les pertes inutiles.
- Préférez les mitigeurs thermostatiques aux mélangeurs.

Aération

Si votre logement fonctionne en ventilation naturelle :

- Une bonne aération permet de renouveler l'air intérieur et d'éviter la dégradation du bâti par l'humidité.
- Il est conseillé d'aérer quotidiennement le logement en ouvrant les fenêtres en grand sur une courte durée et nettoyez régulièrement les grilles d'entrée d'air et les bouches d'extraction s'il y a lieu.

- Ne bouchez pas les entrées d'air, sinon vous pourriez mettre votre santé en danger. Si elles vous gênent, faites appel à un professionnel.

Si votre logement fonctionne avec une ventilation mécanique contrôlée :

- Aérez périodiquement le logement.

Confort d'été

- Utilisez les stores et les volets pour limiter les apports solaires dans la maison le jour.
- Ouvrez les fenêtres en créant un courant d'air, la nuit pour rafraîchir.

Autres usages

Éclairage :

- Optez pour des lampes basse consommation (fluocompactes ou fluorescentes).
- Évitez les lampes qui consomment beaucoup trop d'énergie, comme les lampes à incandescence ou les lampes halogènes.
- Nettoyez les lampes et les luminaires (abat-jour, vasques...) ; poussiéreux, ils peuvent perdre jusqu'à 40 % de leur efficacité lumineuse.

Bureautique / audiovisuel :

- Éteignez ou débranchez les appareils ne fonctionnant que quelques heures par jour (téléviseurs, magnétoscopes,...). En mode veille, ils consomment inutilement et augmentent votre facture d'électricité.

Électroménager (cuisson, réfrigération,...) :

- Optez pour les appareils de classe A ou supérieure (A+, A++,...).

Diagnostic de performance énergétique – Logement (6.2)

Recommandations d'amélioration énergétique

Sont présentées dans le tableau suivant quelques mesures visant à réduire vos consommations d'énergie. Examinez-les, elles peuvent vous apporter des bénéfices.

Mesures d'amélioration	Commentaires	Crédit d'impôt
Installation ventilation double flux	Si un aménagement complet et du bâtiment est prévu étudier la possibilité de mettre en place une ventilation double flux. Ce système de ventilation permet de réaliser des économies importantes sur le chauffage en récupérant la chaleur de l'air vicié pour la transmettre à l'air qui sera insufflé dans la maison. Les bouches de soufflage et les bouches d'extraction doivent être nettoyées régulièrement. Le caisson de ventilation doit être vérifié tous les 3 ans par un professionnel. La ventilation ne doit jamais être arrêtée.	
Envisager un ECS solaire	Envisager une installation d'eau chaude sanitaire solaire. Depuis plusieurs années déjà, on se préoccupe d'économiser l'énergie et de limiter les émissions de gaz à effet de serre. Les recherches ont permis de suivre des pistes prometteuses, d'élaborer des techniques performantes utilisant l'énergie solaire. Ainsi, selon les régions, le recours à l'énergie solaire permet d'envisager des économies d'énergie de l'ordre de 20 à 40 %. (ADEME). Sachez de plus que des aides financières vous permettront de financer plus facilement votre installation.	30 %

Commentaires :

Pour ce type d'immeuble, la réglementation impose d'utiliser les consommations réelles pour déterminer les étiquettes 'énergie' et 'climat' ; cette information ne nous ayant pas été fournie par le propriétaire, il n'est pas possible d'estimer les consommations. Le diagnostic se limite donc au descriptif et aux recommandations.

Les travaux sont à réaliser par un professionnel qualifié.

Vous pouvez peut-être bénéficier d'un crédit d'impôt pour réduire le prix d'achat des fournitures, pensez-y !
<http://www.impots.gouv.fr>

Pour plus d'informations : <http://www.developpement-durable.gouv.fr> ou <http://www.ademe.fr>

ANNEXES

Fiche technique

Cette page recense les caractéristiques techniques du bien diagnostiqué renseignées par le diagnostiqueur dans la méthode de calcul pour en évaluer la consommation énergétique.

En cas de problème, contacter la personne ayant réalisé ce document ou l'organisme certificateur qui l'a certifiée (<http://diagnostiqueurs.application.developpement-durable.gouv.fr>).

Référence du logiciel DPE : LICIÉL Diagnostics v4

N° ADEME du DPE : 1617V2000718R

Généralités

Caractéristique	Valeur
Département :	17 Charente Maritime
Altitude :	90 m
Type de bâtiment :	Maison Individuelle
Année de construction :	Avant 1948
Surface habitable :	253,30 m²
Nombre de niveaux :	3
Hauteur moyenne sous plafond :	2,69 m
Nombre de logements du bâtiment :	1

Systèmes

Caractéristiques de la production d'eau chaude sanitaire
Chauffe-eau électrique installé il y a plus de 5 ans (système individuel) Becs : 399, Rd : 1, Rg : 1, Pn : 0, lecs : 2,07, Fecs : 0, Vs : 200L
Chauffe-eau électrique installé il y a plus de 5 ans (système individuel) Becs : 399, Rd : 1, Rg : 1, Pn : 0, lecs : 2,07, Fecs : 0, Vs : 200L
Chauffe-eau électrique installé il y a plus de 5 ans (système individuel) Becs : 627, Rd : 1, Rg : 1, Pn : 0, lecs : 2,33, Fecs : 0, Vs : 200L

Explications personnalisées sur les éléments pouvant mener à des différences entre les consommations estimées et les consommations réelles

Sans objet.

Tableau récapitulatif de la méthode à utiliser pour la réalisation du DPE

Méthode	Bâtiment à usage principal d'habitation						Bâtiment ou partie de bâtiment à usage principal autre que d'habitation
	DPE pour un immeuble ou une maison individuelle		Appartement avec chauffage ou ECS collectif sans comptage individuel quand DPE à l'immeuble déjà réalisé	DPE non réalisé à l'immeuble		Appartement avec chauffage ou ECS collectif sans comptage individuel	
				Appartement avec chauffage et ECS individuel, ou collectif et équipé de comptages individuels			
				Bâtiment construit avant 1948	Bâtiment construit après 1948		
Calcul conventionnel		X	À partir du DPE à l'immeuble		X		
Utilisation des factures	X			X		X	X

Pour plus d'informations :

- www.developpement-durable.gouv.fr, rubrique performance énergétique
- www.ademe.fr

1. Cet état, relatif aux obligations, interdictions, servitudes et prescriptions définies vis-à-vis des risques naturels, miniers ou technologiques concernant l'immeuble, est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral n° 13-3133 du 24 décembre 2013 mis à jour le

Informations relatives au bien immobilier (bâti ou non bâti)

2. Adresse 19 rue de La Somme code postal 17430 commune TONNAY CHARENTE
ou code Insee

3. Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels [PPR n]
 > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR naturels prescrit ¹ oui ☐ non ☒
 L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR naturels appliqué par anticipation ¹ oui ☐ non ☒
 L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR naturels approuvé ¹ oui ☐ non ☒
¹ si oui, les risques naturels pris en compte sont liés à :
 inondation ☐ crue torrentielle ☐ mouvements de terrain ☐ avalanches ☐
 sécheresse ☐ cyclone ☐ remontée de nappe ☐ feux de forêt ☐
 séisme ☒ volcan ☐ autres -

extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPR naturels ² oui ☐ non ☐
² si oui, les travaux prescrits par le règlement du ou des PPR naturels ont été réalisés oui ☐ non ☐

4. Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques miniers [PPR m]
 en application de l'article L 174-5 du nouveau code minier
 > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR miniers prescrit ³ oui ☐ non ☒
 L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR miniers appliqué par anticipation ³ oui ☐ non ☒
 L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR miniers approuvé ³ oui ☐ non ☒
³ si oui, les risques miniers pris en compte sont liés à :
 mouvements de terrain ☐ autres -

extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPR miniers ⁴ oui ☐ non ☒
⁴ si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR miniers ont été réalisés oui ☐ non ☐

5. Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [PPR t]
 > L'immeuble est situé dans le périmètre d'étude d'un PPR technologiques prescrit et non encore approuvé ⁵ oui ☐ non ☒
⁵ si oui, les risques technologiques pris en compte dans l'arrêté de prescription sont liés à :
 effet toxique ☐ effet thermique ☐ effet de surpression ☐
 > L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPR technologiques approuvé oui ☐ non ☒
 extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte
 > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPR technologiques ⁶ oui ☐ non ☒
⁶ si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR technologiques ont été réalisés oui ☐ non ☐

6. Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité
 en application des articles R 563-4 et D 563-8-1 du Code de l'environnement
 > L'immeuble est situé dans une commune de sismicité zone 5 ☐ zone 4 ☐ zone 3 ☒ zone 2 ☐ zone 1 ☐
 forte moyenne modérée faible très faible

7. Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe naturelle, minière ou technologique
 en application de l'article L 125-5 (IV) du Code de l'environnement
 > L'information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente oui ☐ non ☐

vendeur/bailleur - acquéreur/locataire

8. Vendeur - ~~Etat~~ MAIRIE DE TONNAY CHARENTE
 rayer la mention inutile Nom Prénom
 9. Acquéreur - ~~Locataire~~
 10. Lieu / Date à BREUIL MAGNE le 07/04/2016

Attention ! L'état des lieux est établi en l'absence de tout litige entre parties. Les vices cachés ou préjudiciables qui doivent être signalés dans les deux mois après la signature de l'acte de vente et concernant le bien immobilier ne sont pas mentionnés par cet état - Article 125-5 (V) du Code de l'environnement - En cas de non respect des obligations d'information la vente et/ou la location est nulle et le locataire peut pour la résolution du contrat ou demander la réduction du prix de vente ou de la location.

www.agendadiagnostics.fr

Amiante - Métrage - Plomb - Termites - États des lieux - Constats Robien - Gaz - Logement décent
 Normes de surfaces et d'habitabilité - Dossier technique Amande

Siret 448 874 008 00049
 Assurance RCP délivrée par ALLIANZ (Gras Savoye) Garantie 3 000 000 € (20MF)
 CERTIFICATION QUALIXPERT Certificat N° C 185



QUI DOIT, QUAND ET COMMENT REMPLIR L'ETAT DES RISQUES NATURELS, MINIERES ET TECHNOLOGIQUES ?

Quelles sont les personnes concernées ?

- Au terme des articles L. 125-5 et R 125-23 à 27 du Code de l'environnement, les acquéreurs ou locataires de bien immobilier, de toute nature, doivent être informés par le vendeur ou le bailleur, qu'il s'agisse ou non d'un professionnel de l'immobilier, de l'existence des risques auxquels ce bien est exposé. Un état des risques, fondé sur les informations transmises par le Préfet de département au maire de la commune où est situé le bien, doit être en annexe de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente de ce bien immobilier qu'il soit bâti ou non bâti.

Quand ?

- L'état des risques est obligatoire lors de toute transaction immobilière en annexe de tout type de contrat de location écrit, de réservation d'un bien en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente d'un bien immobilier bâti ou non bâti.

Quel est le champ d'application de cette obligation ?

- Cette obligation d'information s'applique dans chacune des communes dont la liste est arrêtée par le Préfet du département, pour les biens immobiliers bâtis ou non bâtis situés :

1. dans le périmètre d'exposition aux risques délimité par un plan de prévention des risques technologiques ayant fait l'objet d'une approbation par le Préfet ;
2. dans une zone exposée aux risques délimitée par un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou des risques miniers résiduels approuvé par le Préfet ou dont certaines dispositions ont été rendues immédiatement opposables en application de l'article L. 562-2 du Code de l'environnement ;
3. dans le périmètre mis à l'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques, d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou de risques miniers résiduels prescrit par le Préfet ;
4. dans une des zones de sismicité 2, 3, 4 ou 5 mentionnées par les articles R 563-4 et D 563-8-1 du Code de l'environnement.

NB : Le terme bien immobilier s'applique à toute construction individuelle ou collective, à tout terrain, parcelle ou ensemble des parcelles contiguës appartenant à un même propriétaire ou à une même indivision.

Où consulter les documents de référence ?

- Pour chaque commune concernée, le préfet du département arrête :
 - la liste des risques naturels prévisibles et des risques technologiques à prendre en compte ;
 - la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer.
- L'arrêté préfectoral comporte en annexe, pour chaque commune concernée :
 - la note de présentation du ou des plans de prévention ;
 - un ou plusieurs extraits des documents graphiques permettant de délimiter les zones de la commune exposées aux risques pris en compte de prédire leur nature et, dans la mesure du possible, leur intensité dans chacune des zones ou périmètres délimités ;
 - le règlement du ou des plans de prévention des risques définissant notamment les prescriptions et obligations ;
 - une fiche ou un état des risques naturels, miniers ou technologiques mentionnant la zone de sismicité 2, 3, 4 ou 5 définie par décret.
- Le préfet adresse copie de l'arrêté au maire de chaque commune intéressée et à la chambre départementale des notaires.
- L'arrêté est affiché en mairie de ces communes et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.
- Un avis de publication de l'arrêté est inséré dans un journal diffusé dans le département.
- Les arrêtés sont mis à jour :
 - lors de la prescription d'un nouveau plan de prévention des risques (n, m ou t) ;
 - lors de l'entrée en vigueur d'un arrêté préfectoral rendant immédiatement opposables certaines dispositions d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou miniers résiduels, ou approuvant un plan de prévention des risques ou approuvant la révision d'un de ces plans ;
 - lorsque des informations nouvelles portées à la connaissance du préfet permettent de modifier l'appréciation de la sismicité locale, de la nature ou de l'intensité des risques auxquels se trouve exposée tout ou partie d'une commune faisant l'objet d'un de ces plans.
- Les documents mentionnés ci-dessus peuvent être consultés en mairie des communes concernées ainsi qu'à la préfecture et dans les sous-préfectures du département où est situé le bien mis en vente ou en location. Certains peuvent être directement consultables sur Internet à partir du site de la préfecture de département.

Qui établit l'état des risques ?

- L'état des risques est établi directement par le vendeur ou le bailleur, le cas échéant avec l'aide d'un professionnel qui intervient dans la vente ou la location du bien.
- Il doit être établi moins de six mois avant la date de conclusion de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente du bien immobilier auquel il est annexé.
- Il est valable pour la totalité de la durée du contrat et de son éventuelle reconduction. En cas de colocation, il est fourni à chaque signataire lors de sa première entrée dans les lieux. Le cas échéant, il est actualisé en cas d'une entrée différée d'un des colocataires.

Quelles informations doivent figurer ?

- L'état des risques mentionne la sismicité et les risques naturels, miniers ou technologiques pris en compte dans le ou les plans de prévention prescrits, appliqués par anticipation ou approuvés.
- Il mentionne aussi la réalisation des travaux prescrits vis-à-vis de l'immeuble par le règlement du plan de prévention des risques approuvé.
- Il est accompagné des extraits des documents graphiques de référence permettant de localiser le bien au regard de ces risques.

Comment remplir l'état des risques ?

- Il faut d'une part reporter au bien, les informations contenues dans l'arrêté préfectoral et dans les documents de référence : situation au regard du ou des plans de prévention, nature des risques encourus et sismicité locale et d'autre part le compléter des informations propres à l'immeuble : sinistres indemnisés et travaux prescrits réalisés dans la limite de 10% de la valeur vénale ou estimée du bien à la date d'approbation du PPR.

La conservation de l'état des risques

- Le vendeur ou le bailleur doit conserver une copie de l'état des risques daté et visé par l'acquéreur ou le locataire pour être en mesure de prouver qu'il a bien été remis lors de la signature du contrat de vente ou du bail dont il est une composante.

**prévention des risques naturels, miniers ou technologiques...pour en savoir plus,
consultez www.prim.net**

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie - Arche Nord 925055 La Défense cedex
<http://www.developpement-durable.gouv.fr>



PREFET DE LA CHARENTE-MARITIME

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Service de Prévention et
d'Education aux Risques

ARRÊTÉ N° 13-3133

relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers
sur les risques naturels et technologiques majeurs pour la commune de

Tonnay-Charente

La Préfète du département de la Charente-Maritime
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L.125-5 et R.125-23 à R.125-27 ;

Vu les décrets n° 2010-1254 relatif à la prévention du risque sismique et n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 06-511 du 13 février 2006 modifié listant les communes du département de la Charente-Maritime où s'applique l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 08-4184 du 27 octobre 2008 prescrivant le plan de prévention des risques naturels de submersion marine sur le territoire de la commune de Tonnay-Charente ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 10-2948 du 28 octobre 2008 portant application anticipée de certaines dispositions du projet de plan de prévention des risques naturels de submersion marine sur la commune de Tonnay-Charente ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 11-854 du 8 avril 2011 portant mise à jour de la liste des communes où s'applique l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le département de la Charente-Maritime ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 11-395 du 15 février 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs pour la commune de Tonnay-Charente ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 13-574 du 21 mars 2013 approuvant le plan de prévention des risques sur le territoire de la commune de Tonnay-Charente, en ce qui concerne le risque de submersion ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Charente-Maritime ;

ARRÊTE

Article 1 : Le dossier d'information concernant la commune de Tonnay-Charente annexé à l'arrêté n° 11-395 du 15 février 2011 est mis à jour.

Article 2 : L'obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Tonnay-Charente, prévue aux paragraphes I et II de l'article L.125-5 du Code de l'environnement, porte sur les risques de submersion marine et de sismicité.

Article 3 : Les éléments nécessaires à cette information sont consignés dans le dossier d'information annexé au présent arrêté qui comprend :

- une fiche synthétique listant les risques auxquels la commune est exposée,
- une cartographie au 1/6 000 délimitant les zones exposées et indiquant la nature des risques dans chacune des zones exposées.

Ce dossier communal d'information est librement consultable à la direction départementale de la protection des populations et en mairie de Tonnay-Charente et est accessible sur Internet à partir des sites :

- <http://www.charente-maritime.pref.gouv.fr>
- <http://www.charente-maritime.developpement-durable.gouv.fr>

Article 4 : L'obligation d'information sur les sinistres prévue au paragraphe IV de l'article L.125-5 du Code de l'environnement s'applique, depuis le 1^{er} juin 2006, sur la commune de Tonnay-Charente, celle-ci ayant été déclarée, depuis 1982, plusieurs fois en état de catastrophe naturelle en application de l'article L.125-1 du Code des assurances. L'ensemble des arrêtés est consultable à la direction départementale de la protection des populations et en mairie de Tonnay-Charente et est accessible sur le site Internet <http://www.prim.net>.

Article 5 : Ces informations sont mises à jour à chaque arrêté modifiant la situation de la commune de Tonnay-Charente au regard des conditions entraînant l'obligation d'annexer un état des risques naturels et technologiques en application du Code de l'environnement.

Article 6 : Hors les risques cités à l'article 2 et dans la fiche synthétique mentionnée à l'article 3 et annexée au présent arrêté, tout autre type de risques est exclu du champ de l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.

Article 7 : Le présent arrêté sera :

- notifié au maire de la commune de Tonnay-Charente qui assurera son affichage en mairie,

- adressé à la chambre départementale des notaires,
- publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Charente-Maritime.

Il fera l'objet d'une mention en caractères apparents dans le journal *Sud-Ouest*.

Il sera accessible sur Internet à partir des sites :

- <http://www.charente-maritime.pref.gouv.fr>
- <http://www.charente-maritime.developpement-durable.gouv.fr>
- <http://www.prim.net>

Article 8 : Le présent arrêté s'applique à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Charente-Maritime.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de la commune de Tonnay-Charente, le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Rochelle, le 24 DEC. 2012

La Préfète,

Pour la Préfète
et par délégation
Le Secrétaire Général

Miche TOURNAIRE



Préfecture de la Charente-Maritime

Commune de TONNAY-CHARENTE

Informations sur les risques naturels et technologiques
pour l'application des I, II, III de l'article L 125-5 du code de l'environnement

1. Annexe à l'arrêté préfectoral

n° 06-562

du 13 février 2006

mis à jour le 15 février 2011

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels prévisibles [PPRN]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR n

oui ☒ non

Prescrit	date	27/10/2008	aléa	Submersion marine
Appliqué par anticipation	date	28/10/2010	aléa	Submersion marine
	date		aléa	
	date		aléa	
	date		aléa	
	date		aléa	
	date		aléa	

Les documents de référence sont :

Règlement et cartes de zonage réglementaire de l'application anticipée du PPRN

Consultable sur Internet ☒

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [PPR t]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR t

oui non ☒

	date		effet	
	date		effet	
	date		effet	

Les documents de référence sont :

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

4. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R 563-4 et R 125-23 du code de l'environnement modifiés par les décrets n°2010-1254 et 2010-1255

La commune est située dans une zone de sismicité

Forte zone 5	Moyenne zone 4	Modérée zone 3 <input checked="" type="checkbox"/>	Faible zone 2	Très faible Zone 1
--------------	----------------	--	---------------	--------------------

pièces jointes

5. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus

Cartes réglementaires de l'application anticipée du PPRN au 1/6 000 délimitant les zones exposées au risque de submersion

6. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site portail www.prim.net dans la rubrique « Ma commune face aux risques »

Date 18 février 2011

Le préfet de département



Plan de Prévention des Risques naturels

Estuaire de la Charente
Marais d'Yves
île d'Aix

Carte du zonage réglementaire Submersion marine

ÉCHELLE : 1/6000

Commune de Tonnay-Charente

Carte 2 - partie Sud

Prescrit par arrêté préfectoral du	27 octobre 2018
Mise en application anticipée par arrêté préfectoral du	28 octobre 2018
Arrêté préfectoral d'enquête publique du	8 septembre 2012
Enquête publique ouverte du	15 octobre 2012
au	16 novembre 2012
Approuvé par arrêté préfectoral du	21 mars 2013

Présent
pour
l'avenir

Avril 2012

Limites

Limite d'extension des P.H.E.M. (échelle d'origine : 1/30 000) 4,3m Cote de référence

Submersion marine

	Zone rouge : Rs1
	Zone rouge : Rs2
	Zone rouge : Rs3
	Zones indicées : Rs2-1, Rs2-2, Rs2-3 et Rs3-1
	Zone bleue : Bs1
	Zone bleue : Bs2

Plan annexé à l'arrêté préfectoral
IAL n°13-3133 du 24 déc 2013

↔ Localisation des principaux axes d'écoulements





NOTICE D'INFORMATION AU VENDEUR OU AU BAILLEUR

Dans l'état des risques naturels, miniers et technologiques, il revient au propriétaire, sous sa responsabilité, de faire une déclaration sur les sinistres indemnisés (*date, nature exacte, dommages causés*) du bien objet de la vente.

Cette déclaration est une information à remettre au futur acquéreur ou locataire du bien. Même en l'absence de sinistre, une déclaration doit aussi être produite.

Déclaration relative aux sinistres indemnisés au titre des catastrophes naturelles

Je soussigné,

MAIRIE DE TONNAY CHARENTE

☒ Vendeur
☐ Bailleur

Déclare sur l'honneur :

☐ Que le bien vendu ou loué, désigné ci-dessus, **n'a pas fait l'objet d'une déclaration de sinistre** ayant donné lieu à indemnisation au titre d'un arrêté de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique.

☐ Que le bien vendu ou loué, désigné ci-dessus, **a fait l'objet d'une (ou plusieurs) déclaration(s) de sinistre** ayant donné lieu à indemnisation au titre d'un arrêté de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique.

Pour savoir si un sinistre résultait ou non d'un événement considéré comme catastrophe naturelle ou technologique, se référer au tableau ci-après qui liste les catastrophes qui ont touché la commune de TONNAY CHARENTE depuis 1982.

Attestation établie à : le :

Signature du vendeur ou du bailleur :

• Arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Inondations et coulées de boue	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse	01/06/1989	31/12/1990	04/12/1991	27/12/1991
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/01/1991	31/12/1997	22/10/1998	13/11/1998
Inondations et coulées de boue	08/06/1993	09/06/1993	26/10/1993	03/12/1993
Inondations, coulées de boue, glissements et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/07/2003	30/09/2003	25/08/2004	26/08/2004
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/01/2005	31/03/2005	20/02/2008	22/02/2008
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/07/2005	30/09/2005	20/02/2008	22/02/2008
Inondations, coulées de boue, mouvements de terrain et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	27/02/2010	01/03/2010	01/03/2010	02/03/2010
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/05/2011	30/06/2011	10/01/2013	13/01/2013

Mise à jour : 29/07/2014

ATTESTATIONS D'ASSURANCE ET CERTIFICATIONS

Police n°49 366 477 - Adhèrent GS n°146918

Attestation d'Assurance**Allianz Responsabilité Civile des Entreprises et de Services**

La Compagnie Allianz I.A.R.D. dont le siège social est sis 87 rue de Richelieu 75002 PARIS, atteste que

CERTIFICATION IMMOBILIERE ROCHEFORTAISE (CIR)

Eric MONNERAYE
17 bis Route du Bois du Four
17870 BREUIL-MAGNE

Bénéficiaire des garanties du contrat n°49 366 477 ayant pour objet de satisfaire à l'obligation édictée par les articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation et de le garantir contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui du fait des activités énumérées par l'article L.271-4 du code de la construction et de l'habitation et issues ci-dessous, que ce soit dans le cadre de la vente d'un bien ou en dehors de la vente.

Sont couvertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de ses collaborateurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagnostics réalisés :

Évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante (MPCA)
Diagnostic antirain avant vente
Dossier technique amiante (DTA)
Dossier technique parties privatives (DAP)
Diagnostic antirain avant travaux ou démolition
Contrôle visuel après travaux (norme NF X 46-121)
Zonage de fibres après travaux de travail de MPCA
Exposition au plomb (CREP), parties privatives et parties communes
Technique de plomb avant travaux
Diagnostic termite avant vente, parties privatives et parties communes
État parasitaire - Diagnostic Météo
État de l'installation intérieure de gaz
Diagnostic de performance énergétique (DPE) individuel
Diagnostic de performance énergétique (DPE) immeubles et bâtiments autres qu'habitation
État de l'installation intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes
État de l'installation
État des Risques Naturels, Miniers et Technologiques (ERNMT)
Ateliers de copropriété, antennes de charges
Diagnostic Technique SRU (DT)
Qualité logement (QGL)
Travail conventionné - Normes d'habitabilité
Diagnostic mètre habitat - Relevé de surfaces
Plans et croquis à l'exception de toute activité de conception
État des lieux local
Infiltrométrie
Relevé de toutes les installations de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupées dans des immeubles d'habitation
Détermination de la concentration de plomb dans l'eau des conduits/souls
Installation de détecteurs de fumée
Réalisation des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées
Conseil et Étude en Rénovation Énergétique

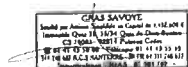
Garantie RC Professionnelle : 3 000 000 € par année d'assurance.

La présente attestation est valable pour la période du 01 janvier 2015 au 31 décembre 2015.

LA PRÉSENTE ATTESTATION NE PEUT ENGAGER ALLIANZ I.A.R.D. AU-DELÀ DES CONDITIONS, LIMITATIONS ET EXCLUSIONS DU CONTRAT AUPRÈS & SE RÉFÈRE, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE L.122-3 DU CODE DES ASSURANCES, LA PRÉSENTE ATTESTATION N'IMPLIQUE QU'UNE PRÉSUMPTION DE GARANTIE À LA CHARGE DE L'ASSURÉ. TOUTE REMISSION AUTRE QUE LES CACHETS ET SIGNATURE DU REPRESENTANT DE LA COMPAGNIE EST REPUTÉE NON ÉCRITE.

Fait à Paris le 22 décembre 2015

Pour la Compagnie Allianz I.A.R.D. et par délégation



Monsieur Eric MONNERAYE

Allianz I.A.R.D.

Entreprises régies par le Code

Attestation sur l'honneur

« Je soussigné Eric Monneraye, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - n'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »



CERTIFICAT N° C 185

QUALIPERT

MONNERAYE

Eric

www.qualipert.com

Selon la norme NF EN ISO/CEI 17024 et les règles d'application du Cofrac

